Vol 18 # 24 • Du 11 au 17 Décembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Konsèy Prezidansyèl an Ayiti: yon antite ilegal defakto, lye ak oligachi a

Page 6

FRITZ A. JEAN A PUBLIÉ SON PROGRAMME !



Voir page 3

L'économiste se prépare déjà et propose en fait son programme contre l'insécurité

Haitian Army and Armed Group Violence Flares in Cité Soleil and Tabarre

Page 9



Lettre ouverte au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé

Page 7



La France doit quitter l'Afrique, tel est le slogan du moment

Page 10

FINI LE SILENCE FACE À LA DESTRUCTION D'HAÏTI !



Voir page 4

La Déclaration antifasciste de Caracas appelle à une solidarité active avec Haïti, dénonçant les interventions étrangères, la crise humanitaire à la frontière avec la République dominicaine



La Namibie dans la stabilité et le soutien au monde multipolaire

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La société haïtienne de demain !

Par Berthony Dupont

La lutte à laquelle s'inscrit Haïti Liberté est celle de la renaissance d'Haïti. Celle pour que le pays cesse d'être l'otage d'une lutte de clans pour le pouvoir. Contre ce monde où l'injustice, l'indignité, la bassesse ont libre cours. Un autre monde offrant une alternative valable qui puisse nous aider à changer de paradigme afin qu'Haïti devienne un pays nouveau ayant une mentalité nouvelle où règnent véritablement la démocratie, la liberté et l'État de droit.

Cela signifie un nouveau système où l'homme Haïtien n'est plus un loup pour ses pairs. Un système basé sur le respect mutuel, abandonnant le capitalisme oligarchique pour échapper au piège de la violence absurde, arbitraire, pour que change profondément notre façon de vivre ensemble et rendre la vie en communauté plus décente et plus fraternelle.

En effet, la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui frise désormais l'absurde. Elle n'évolue que dans le sens des intérêts de la classe exploiteuse. En fait, il s'agit d'un « hold-up » bien orchestré mettant en cause littéralement les conditions de vie de la majorité de la population haïtienne.

Le pays pourri dans lequel nous vivons n'est pas une fatalité. Il résulte d'un choix sociopolitique et économique pensé pour abandonner les masses à leur sort. Les dirigeants sans mission ni principes ont négligé, sinon refusé, d'organiser le système politique et la société afin de garantir une certaine stabilité. Et c'est en toute bonne conscience de classe, qu'ils ont construit la situation actuelle avec ces fraudes, ces mensonges, cette corruption, ces manœuvres obscures qui pourrissent tout l'environnement social.

Il convient d'ajouter ce point d'actualité qu'est cette tuerie grotesque, barbare, cynique et criminelle produit dans le quartier du Wharf de Jérémie, à laquelle s'adjoint la longue liste des mécanismes du sous-développement chronique. Un pays qui est incapable de vivre des fruits de son travail au point de dépendre de l'aide des autres est forcément condamné par cette situation désespérée qui ne peut conduire inévitablement qu'à l'échec ou à la défaite.

La dégradation de la situation politique est catastrophique. Pire, les causes se multiplient. L'absence de l'Etat et l'impunité constituent les véritables trous noirs de cette situation. Ils sont responsables de toutes ces affaires macabres qui se succèdent et devant lesquelles la population est impuissante. En fait, ce sont les dénominateurs communs de tous les maux dont nous souffrons actuellement. Si le pays est devenu un foyer de criminalité où on relève différents types de trafics (drogues, organes d'êtres humains, meurtres, etc.), c'est parce que les véritables coupables, les auteurs intellectuels de ce commerce illicite n'ont jamais été poursuivis, voire inquiétés par la justice.

Pour ne citer qu'un exemple, prenons le cas de l'activiste Dickson Oreste, qui a été froidement assassiné sur commande des gens au pouvoir. Or, les personnalités politiques impliquées dans ce meurtre sont connues pratiquement de tous, pourtant, elles n'ont jamais été inquiétées. Ce crime, sans doute comme tant d'autres, semble déjà avoir été classé aux oubliettes de l'Histoire.

Même inculpés, des mercenaires ont pu trouver le moyen de déjouer la justice en rejetant tous les bureaux d'instruction du Tribunal de première instance de Port-au-Prince. Il faut changer de main pour passer à la vitesse supérieure afin d'accélérer la voiture et faire d'Haïti un État-nation, afin qu'elle devienne un lieu de vie agréable pour tous, sans exception.

Il faut, en effet, repenser un grand projet de société pour notre pays afin qu'un changement sociétal devienne possible. Un projet qui démontrerait une réelle volonté de changer de direction, tant sur le plan politique, économique et social. Un projet qui refusera systématiquement, l'asservissement et l'aliénation du peuple.

Cependant, nous ne pouvons pas atteindre cet objectif d'une nation nouvelle, dynamique, décidée à sauvegarder sa dignité et sa souveraineté sous le règne du capitalisme sauvage, car il est incompatible avec la justice sociale.

Que cela plaise ou non, personne ne peut douter un instant que dans cette cacophonie et ce fouillis politique rien sortie de positif. Ne peut en sortir. Il faut une voix puissante et limpide, des actions claires, seules capables de nous conduire vers un avenir radieux. De cette conjonction, l'influence de l'impérialisme s'affaiblira et sa domination prendra fin à jamais.

La société haïtienne de demain doit construire ses propres organisations pour se défendre, contre les groupes croissants de cette classe bourgeoise composée de corrompus et de corrupteurs conscients de leurs actes. Pour se faire, il faut avoir un sens moral et politique clair, imprégné d'un anti-impérialiste fort et ayant la volonté d'unir la société en imposant une rupture totale avec l'ancien système. Il est impératif et possible de changer cette situation en favorisant l'arrivée de gouvernements soucieux des besoins de la population. C'est ainsi que nous pourrons construire une société de justice et de progrès.

Une société qui sera fondée sur des considérations évidentes de lutte de classe en harmonie avec nos aspirations socialistes. De tout cela émerge une certitude qui doit être clair pour tous : la société haïtienne de demain devra certainement se débarrasser de toutes les scories impérialistes en donnant le meilleur exemple avec un gouvernement fort, révolutionnaire, ayant la capacité d'affronter le grand ennemi du genre humain.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ______________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ______________________

Etat/Pays: __________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: ________________________

E-mail: _____________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : _____________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : _______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Fritz A. Jean a publié son programme !

Par Marie Laurette Numa



Le conseiller présidentiel Fritz A. Jean

Dans le cadre d'une rubrique vidéo appelée *An n pale peyi* (Parlons pays) diffusée sur le site officiel de la présidence, le conseiller-présidentiel Fritz Alphonse Jean en profite pour propager le mardi 10 décembre une sorte de campagne financière afin de mobiliser contre l'insécurité.

Comme dans le cadre de la présidence tournante, il sera le prochain président du Conseil Présidentiel après les 6 mois de son collègue Leslie Voltaire qui prendra fin le 7 mars 2025. L'économiste se prépare déjà et propose en fait son programme contre l'insécurité. Cela indique qu'il n'y ait pas un programme commun entre les conseillers, chacun fait ce qu'il veut avec le pays.

Que propose-t-il alors : que l'État ait un budget de guerre ? Cela signifie qu'après le mandat de Leslie Voltaire, Fritz aimerait disposer d'un budget important inestimable pour la police et l'armée afin selon lui, qu'elles puissent combattre les gangs afin de rétablir l'ordre et la confiance entre les citoyens.

Pour vendre son programme, Fritz Jean a fait savoir : « *Nous devons mobiliser des moyens exceptionnels pour répondre à une situation exceptionnelle* » car la sécurité reste le fondement essentiel de tout développement durable. Selon le conseiller, ce fonds stratégique aidera beaucoup au désarmement des groupes armés. Cela mettra fin à la terreur imposée et jettera ainsi les bases d'une forte reprise économique.

Il continue pour dire qu'il est très important d'accorder une attention particulière aux 18 communes frontalières. Selon lui, la présence de la police dans ces régions est d'une grande importance pour lutter contre le trafic illégal qui met en danger non seulement le développement du pays, mais aussi l'insécurité à Port-au-Prince et dans d'autres régions environnants.

Il a également souligné la nécessité de soutenir les familles déplacées, victimes de la violence des gangs. Il a évoqué la réhabilitation urgente des centres d'accueil et la mise en place de ressources spécifiques pour offrir un soutien concret à ces communautés vulnérables. En outre, il a appelé à investir dans la future formation du personnel policier et militaire, afin d'assurer une succession compétente et durable aux forces de sécurité.

Fritz Alphonse Jean dresse un sombre tableau de la situation économique actuelle. Est-ce une sorte de critique voilé contre l'ancien conseiller Edgar Leblanc Fils, et contre le fonctionnement actuel de Voltaire. Il explique que l'économie informelle, qui constitue la majorité des activités du pays, a un impact sérieux. Des zones stratégiques autrefois dynamiques, notamment dans la capitale, sont aujourd'hui abandonnées, désertées par des entrepreneurs incapables de résister à la pression criminelle. Mais, à qui parle-t-il donc?

Les petites et moyennes entreprises, véritable colonne vertébrale de l'économie locale, ferment successivement. Fritz Alphonse Jean rappelle que l'absence de sécurité détruit non seulement le tissu économique, mais détruit également l'espoir d'un avenir prospère pour des milliers de familles haïtiennes.

En reconnaissant le dévouement des policiers et des militaires qui risquent leur vie pour protéger le pays, Fritz Jean demande à l'État de faire preuve d'une reconnaissance tangible pour ces hommes et ces femmes. Il rappelle qu'un fonds de 4 milliards de gourdes a déjà été voté pour soutenir la police, mais c'est pour indiquer qu'il n'est pas suffisant pour atteindre l'objectif de son programme.

En écoutant les propos de Fritz Jean, on voit clairement que c'est son programme qu'il a construit pour lui-même et qui n'a rien à voir avec les autres conseillers. Cela signifie que chaque conseiller a son propre programme. Les choses qu'il est en train d'étaler sont nouvelles. Est-ce une découverte qu'il vient de faire ? Aussi intelligent soit-il, il demande une fortune de guerre pour résoudre les problèmes sécuritaires du pays.

Avec ces mercenaires politiques de l'acabit de Leblanc, Voltaire, Fritz Jean et tout le reste des charognards, le pays n'ira nulle part. Un pouvoir qui collecte l'argent des renseignements du pays pour le mettre dans la poche de chacun des 9 conseillers. Maintenant, Fritz se lance carrément dans une campagne pour obtenir un budget de guerre, comme celui sans doute que le président Ukrainien reçoit des puissances occidentales. Dans sa tête et il l'a bien dit : Haïti est en guerre. C'est le message que lance Fritz Jean !

Ces mercenaires au pouvoir ne font rien que piller les ressources du pays. Ils ne font que défendre leur poche et leur ventre, mais ni le pays ni le peuple. Voilà pourquoi, ils n'ont aucun souci pour les conditions dans lesquelles vivent les masses populaires. Ils n'envisagent rien pour améliorer la vie du peuple qui gémit sans emplois, dans la faim et la misère. Et voilà, c'est la véritable source de l'insécurité, aucune arme, aucune bombe ne peut en finir avec.

Avec la mentalité de tels dirigeants, seule une révolution sociale peut sauver Haïti, autrement elle entrera davantage et plus profondément dans l'abime de l'insécurité.



GEHI & ASSOCIATES
Attorneys and Counselors at Law
FREE CONSULTATION

Naresh M. Gehi, Esq.
718-764-6911

Annie Joseph

* TPS
* Political Asylum
* Fiancé and Spouse Visas
* Sponsoring Relatives
* "Pwogram Biden"
* Deportation
* Citizenship
* All other Immigration Matters





Reasonable Fees
Tel: 718-577-0711
www.gehilaw.com

104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 Tel: 718-577-0711
74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. Tel: 718-263-5999
173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. Tel: 718-764-6911

Fini le silence face à la destruction d'Haïti !



Le Congrès antifasciste de Caracas appelle à une solidarité active avec Haïti

Par Nicolás Parodi

La Déclaration antifasciste de Caracas appelle à une solidarité active avec Haïti, dénonçant les interventions étrangères, la crise humanitaire à la frontière avec la République dominicaine et l'impact d'une dette historique imposée par la France. Le document exige des réparations, la justice et un plan d'action global pour sauvegarder la souveraineté haïtienne. Face au silence international, la première nation libre d'Amérique exige un soutien concret pour éviter un nouveau génocide.

Le 28 novembre, dans le cadre du Congrès mondial contre le fascisme, le néofascisme et les expressions similaires organisé en République bolivarienne du Venezuela, la séance plénière de l'Internationale antifasciste a diffusé la Déclaration antifasciste de Caracas. Ce document, soutenu par 1 200 délégués de 76 pays, lance un appel urgent à une solidarité active avec Haïti sous la devise : *« Face à la destruction d'Haïti, plus de silence »*.

La Déclaration commence par souligner le rôle historique d'Haïti en tant que première nation noire libre d'Amérique latine et des Caraïbes, dont la révolution a enterré le système esclavagiste et a apporté une précieuse solidarité internationale au mouvement indépendantiste du continent. Cependant, cet exploit héroïque a été répondu par la France coloniale par un blocus naval et l'imposition d'une dette de 150 millions de francs, un fardeau qui limite encore aujourd'hui le développement d'Haïti.

Le texte souligne que la demande de réparations d'Haïti auprès de la France « *ne vise pas seulement à régler une dette financière, mais aussi à réparer les dommages structurels que ce fardeau impose au développement de son peuple* ». La lutte pour les Afro-réparations est reconnue comme un acte de justice historique, soutenu par des militants et des organisations internationales.

La Déclaration dénonce également « *le financement par les États-Unis et des gouvernements comme celui de la République Dominicaine de la plupart des armes dont disposent les groupes paramilitaires et criminels en Haïti* », soulignant cette situation comme une attaque directe contre la stabilité du pays. En réponse, une future Conférence mondiale de la diaspora haïtienne a été convoquée pour mobiliser la solidarité internationale autour de la souveraineté et de l'indépendance haïtiennes, ainsi qu'une campagne en cours contre tout type d'intervention étrangère.

Le document expose également la crise humanitaire alarmante découlant des actions du gouvernement dominicain, qui, selon la plainte, « *applique des expulsions massives avec de graves conséquences humanitaires* ». Ce traitement viole les droits internationaux et vise à « exterminer tout vestige d'Haïti », exacerbant les tensions et perpétuant l'exclusion.

L'Internationale Antifasciste appelle à construire des alliances entre les peuples qui subissent les effets du système mondial de domination, en remettant en question les formes anciennes et nouvelles d'oppression qui perpétuent les inégalités. La Déclaration réaffirme le droit des peuples à déterminer leur propre avenir et préconise une action collective pour lutter contre l'expansionnisme fasciste et raciste.

Dans la sphère latino-américaine, le communiqué n'oublie pas de mentionner des inquiétudes concernant des personnalités comme Javier Milei, président de l'Argentine. Selon le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Yván Gil, Milei « *revendique des attitudes fascistes et les affiche avec fierté* », soutenu par « des médias fascistes contrôlés par les élites », qui légitiment le racisme, le machisme et la xénophobie.

Haïti, en tant que berceau de la liberté dans les Amériques, exige plus que de simples déclarations : il exige un plan d'action mondial pour retrouver son autonomie et prévenir un nouveau génocide. La Déclaration antifasciste de Caracas constitue un appel urgent à la responsabilité historique et à la solidarité active. Face au silence complice, l'engagement est clair : ne pas abandonner Haïti dans sa lutte pour la dignité, la justice et la souveraineté.

Voici dans son intégralité l'appel à la solidarité active : déclaration de Caracas dans le cadre de la internationale antifasciste

L'agression colonialiste dont souffre systématiquement le peuple haïtien est une conséquence du fait qu'il a été la première nation noire et libre d'Amérique latine et des Caraïbes, qui a enterré le système esclavagiste et qui, grâce à sa précieuse solidarité internationale, a obtenu au XIXe siècle l'indépendance du Venezuela, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou, de la Bolivie et du Panama avec les troupes dirigées par Simon Bolivar, c'est la même nation qui a aboli l'esclavage en République dominicaine, en plus d'avoir accueilli les restaurateurs dominicains en 1865 et de leur avoir fourni des armes et des ressources pour l'éradication définitive de la République dominicaine en tant que colonie de l'Espagne.

La naissance d'Haïti a été répondue par la France coloniale par un blocus naval et la demande de paiement de 150 millions de francs qui augmentaient avec les intérêts. Au début du XIXe siècle, la République d'Haïti, en opposition à l'impérialisme naissant des États-Unis, a contribué à la formation d'un blocus anticolonialiste. La réponse impériale a été le mépris de la nation, les blocus économiques, les invasions militaires et l'intervention parfumée à travers les impositions politiques du Core-Group. La réponse aux manifestations populaires massives de 2019 exigeant la restitution des fonds de PetroCaribe a été de remplir Port-au-Prince de bandes paramilitaires pour que le peuple ne se batte pas. L'ONU a dénoncé le fait que les armes destinées aux gangs proviennent des ports de Miami et a récemment montré des preuves que les armes destinées à la police nationale de la République dominicaine leur parviennent également.

L'agression impériale a transformé le glorieux peuple haïtien en une nation ingouvernable, étouffée par les attaques erratiques des bandes criminelles. Il s'agit d'un test de laboratoire, qui provoque de profondes blessures dans l'âme nationale et un exode massif à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Aujourd'hui, Haïti, où interviennent des mercenaires noirs au service des États-Unis et un conseil de gouvernement qui a signé l'intervention militaire, résiste et se bat, des barricades sont dressées contre les paramilitaires des quartiers et ils arborent le drapeau *Bwa Kale*. D'autre part, plus de la moitié de la population vit dans la faim, avec près d'un million de déplacés et Port-au-Prince prise par les paramilitaires. Haïti exige non seulement des déclarations, mais un plan d'action pour récupérer son autonomie en tant que première République indépendante et éviter le génocide et la transformation d'Haïti en colonie par les États-Unis.

Haïti et la République dominicaine, avec leurs différences, sont deux nations où intervient l'hégémonie du nord qui vise les richesses de l'île – l'or et les terres rares – et sa position géostratégique. Au pire moment de l'agression contre le peuple haïtien, la République Dominicaine gouvernée par l'allié des États-Unis, Luis Abinader, intensifie une politique de haine raciste contre la communauté haïtienne qui produit environ 8% du PIB de la RD, proposant d'exterminer tous les vestiges d'Haïti, violant leurs droits en tant que migrants et réfugiés, ignorant toutes les normes du droit international et appliquant une déportation massive avec de graves conséquences humanitaires.

Dans le cadre de l'événement des équipes de promotion antifasciste, nous exigeons une ouverture en solidarité effective avec Haïti à travers un plan d'action :

Dénoncer devant les organisations internationales et l'opinion publique mondiale le financement par les États-Unis et des gouvernements comme celui de la République Dominicaine de la plupart des armes que les bandes paramilitaires et criminelles possèdent en Haïti.

Avertir les gouvernements et les peuples du monde du plan répressif du président Luis Abinader contre les familles haïtiennes et dominicaines-haïtiennes en République Dominicaine.

Demander la convocation d'une Conférence mondiale de la diaspora haïtienne en 2025 pour la solidarité, l'indépendance et la souveraineté du peuple haïtien. Contre le génocide et pour une véritable démocratie populaire. Lancer une campagne permanente contre toute intervention étrangère en Haïti !

Signatures

Comunidad Haitiano-venezolana.

Red de Organizaciones Afrovenezolanas.

Articulación Regional de Afrodescendientes de las Américas y El Caribe

Grupo de Amistad Parlamentario Venezuela-Haití. Asamblea Nacional.

Movimiento Poder Negro de Colombia.

Solidaridad Dominicana con Haití.

Acción Afro-dominicana.

Agenda Solidaridad, República Dominicana.

Escuela Ideológica Social Afrodisporica de Venezuela.



L'un des initiateurs de cet appel de solidarité avec Haïti, le colombien Johannes Rivas Mosquero, de l'organisation: Articulación Regional de Afrodescendientes de las Américas y El Caribe

Comité Democrático Haitiano en Argentina.

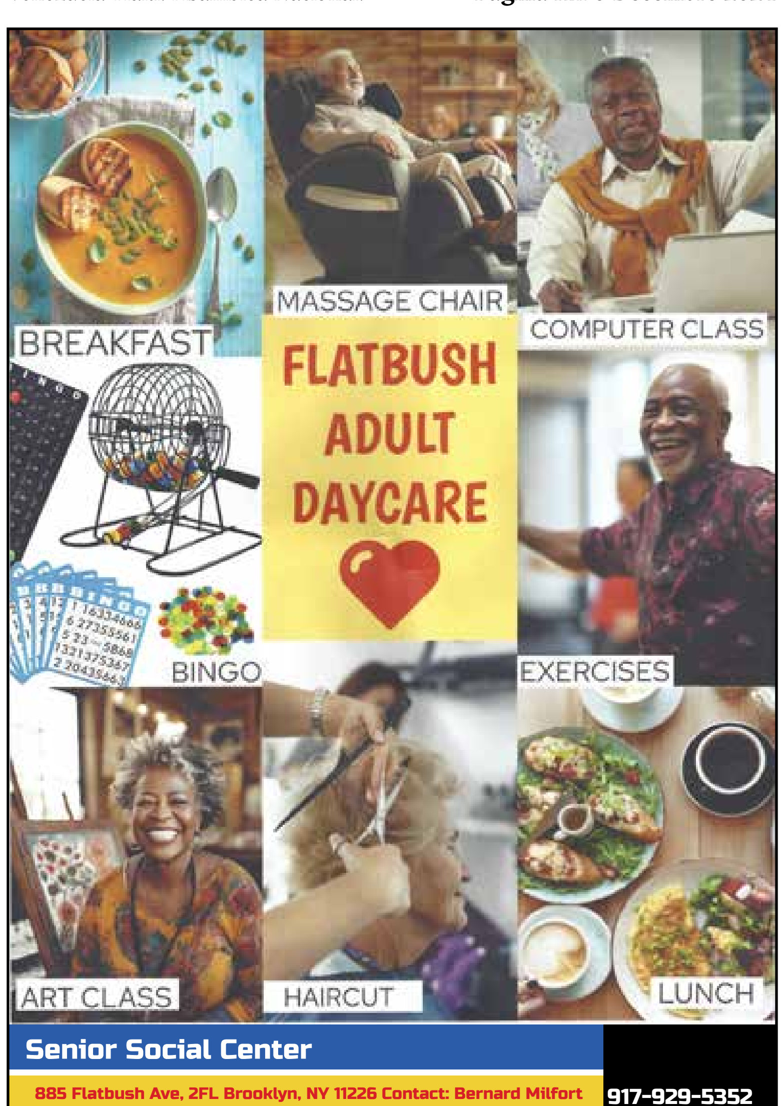
Wanafrica Senegal-España.

Cumbe Internacional Anti-imperialista, Afrodescendiente y Africano.

Comité Solidaridad Somos Haití

Cumbe Nacional Afrovenezolano

Pagina XII 6 Décembre 2024



Lettre ouverte au président Leslie Voltaire



Leslie Voltaire

Par Michaële LAFONTANT

Son Excellence Monsieur Leslie Voltaire,
Président du Conseil présidentiel de transition,

Observant avec douleur et impuissance la stupéfiante descente aux enfers de notre Patrie commune, je prends aujourd'hui encore l'initiative de suggérer à la plus haute autorité de mon pays, le choix d'un partenariat nouveau au niveau des relations internationales dans le souci des intérêts majeurs du peuple haïtien.

Considérant le processus d'anéantissement rapide et programmé d'Haïti sur la scène internationale, un sursaut patriotique est nécessaire et il ne peut venir aujourd'hui que de vous qui assumez la lourde, difficile et courageuse tâche d'être le premier personnage de l'Etat, un Etat en perdition !

Au regard de la situation pour le moins catastrophique que nous vivons je ne verserai pas en inutile rhétorique et j'irai droit au but:

Monsieur le Président,
Il est urgent pour Haïti d'établir des Relations diplomatiques avec la République populaire de Chine pour un partenariat gagnant-gagnant.

Dans un contexte national où le gangstérisme encouragé et entretenu par des forces obscures fait loi et un contexte international où les appuis sont nuageux, bien loin des belles promesses et où l'irrespect est la norme, prendre l'initiative d'une ouverture libératrice vers la République populaire de Chine(RPC) représente une décision, courageuse, utile et efficace pour Haïti!

Je ne reprendrai pas les arguments que j'avais avancés en 2017 à l'un de vos prédécesseurs pour tenter de le convaincre de la justesse de ce choix. De nombreuses voix, tant dans la presse écrite qu'à la radio, la télévision et les multiples plateformes des réseaux sociaux, n'arrêtent pas de les signaler…

Monsieur le Président,
Beaucoup de secteurs de la société haïtienne attendent que nos dirigeants fassent dans le dossier des relations internationales un choix en fonction des intérêts nationaux: d'anciens responsables politiques, d'actuels dirigeants et militants d'organisations politiques, des intellectuels et artistes éclairés, des hommes d'affaires avisés, des professionnels, des gens du peuple qui suivent l'évolution du monde…

Osez, Monsieur le Président,
Osez être celui qui prendra cette décision que nous ne regretterons pas. Comme dans un passé pas trop lointain, notre pays a eu l'heureuse initiative de rétablir nos Relations diplomatiques avec la République sœur de Cuba, relations qui ont été très bénéfiques pour le peuple haïtien en termes de santé publique notamment.

Le traditionnel argument de la colère US ne tient plus, car des pays où ils sont beaucoup plus présents qu'en Haïti ont osé faire le choix d'établir des relations diplomatiques avec Pékin et à date ces pays (plus près de nous l'exemple de la République Dominicaine) n'ont pas encore disparus de la carte du monde suite à la furie de la République étoilée…

Qu'attend donc Haïti pour ouvrir une deuxième brèche bénéfique pour notre pays dans le domaine des relations internationales ?

Nul doute que Haït saura trouver la formule diplomatique adéquate pour sortir du carcan-Taïwan comme la plupart des pays de notre hémisphère et comme le suggèrent de nombreux compatriotes depuis pas mal de temps déjà.

A ceux qui argumenteraient que ce n'est pas l'urgence du moment il faut rappeler - au regard des partenariats développés par la RPC avec les pays de la région , et notamment ceux d'Afrique et d'Asie - que les grands travaux d'infrastructures généralement entrepris par la RPC génèrent une haute intensité de main-d'œuvre favorisant les populations locales à sortir de l'extrême vulnérabilité qui les rend otages et souvent (par la peur de représailles et la non-dénonciation) complices involontaires des gangs armés.

Haïti a urgemment besoin d'un partenariat dynamique gagnant-gagnant pouvant aider à résoudre l'extrême pauvreté qui sert de vivier aux recruteurs de bandits…

Tous ces jeunes voyous seront de futurs force de travail qui pourront, après avoir été désarmés, rééduqués et formés contribuer à la richesse nationale.

Les nouvelles et nombreuses opportunités que le nouveau partenariat HAÏTI/RPC ouvrira seront un excellent moyen de combattre l'insécurité en mettant enfin en marche un vrai développement durable.

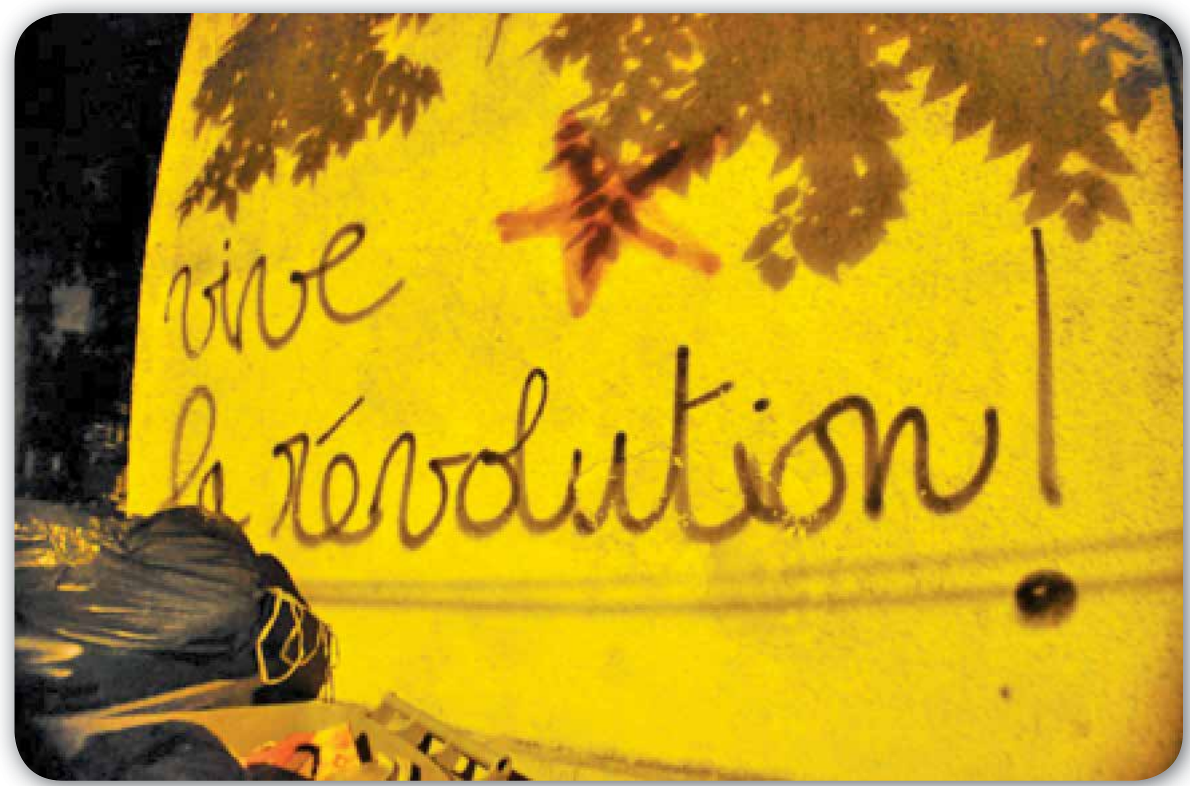
La question des relations diplomatiques HAÏTI /RPC est donc aussi urgente que les autres problèmes à résoudre car elle est porteuse d'alternatives à la violence et parce qu'elle aidera à sortir, par le travail, de la pauvreté qui est la cause fondamentale de l'enrôlement des enfants et des jeunes dans le circuit infernal du gangstérisme.

Monsieur le Président,
Osez, faire le choix RPC!

Cette décision, véritable sursaut de la souveraineté nationale, ouvrira pour notre pays la voie d'un vrai partenariat pour un développement durable sous le signe du respect et de la dignité retrouvée dans le concert des nations.

Michaële LAFONTANT
Poète, Ecrivain, Artiste-Peintre
Ancienne Diplomate
Présidente de l'Association AMITIÉ HAÏTI/RÉPUBLIQUE populaire de CHINE (AMHACH)
Malakoff, France, le 24 novembre 2024

Face à l'offensive de la classe politique pro-impérialiste!



Par Henriot Dorcent

« On commence à mourir quand on commence à garder le silence face à l'injustice » disait Ernesto Che Guevara

Et devant cette macabre situation que vie Hayti, un vrai patriote, un vrai progressiste ne peut garder le silence devant cette injustice sociale, politique, économique, financière, fiscale et sécuritaire que les oligarques et la classe politique moribonde lui imposent.

Théoriquement nous vivons une période prérévolutionnaire ou les masses populaires n'acceptent plus leurs conditions matérielles d'existence (condition objective) et ou les classes dominantes ne peuvent plus maintenir leur domination politique et économique de plus de 218 ans, soit depuis l'assassinat crapuleux du fondateur de la patrie le 17 octobre 1806, mais les conditions subjectives nous manquent pour une véritable révolution socialiste en Hayti, l'existence d'un avant-garde révolutionnaire et progressiste pour des mot d'ordre clair et précis pour une mobilisation générale et permanente (spontanée) en vue de la prise du pouvoir politique, malheureusement le climat sécuritaire est défavorable et pour l'émergence de cet avant-garde. La lutte idéologique doit continuer pour aider à l'organisation et la conscientisation des masses populaires. La crise Haytienne est structurelle et nécessite des solutions structurelles, non pas conjoncturelles.

La violence en Hayti est une violence structurelle d'État, instaurée et institutionnalisée par des décisions politiques (ajustement Structurel) pour créer et maintenir la pauvreté et la misère des masses populaires à travers les brutalités militaires et policières par des dirigeants insouciants et apatrides sous le protectorat de leur tutelle impérialiste (USA et France). Les patriotes et progressistes en Hayti et à l'étranger doivent se battre à coté des masses populaires pour une véritable libération nationale *« si nous ne nous battons pas pour nous libérer, les impérialistes se battront pour nous garder esclaves a vie »* disait Thomas Sankara.

Nous devons solennellement nous engager à coté des masses prolétariennes : « *dans ce monde, Moi je suis et serai toujours du côté des pauvres (masses populaires des villes et de la paysannerie), je serai toujours du côté de ceux qui n'ont rien et à qui on refuse jusque-là la tranquillité de ce rien* » (Federico Garcia Lorca).

Nous ne cesserons de dénoncer les intrigues des politiciens de la classe politique sans exception aucune unies au sein du Conseil présidentiel de la transition. Nous ne cesserons également de combattre contre la domination néocoloniale des puissances impérialistes occidentales et devant les machinations politiques pour renforcer la déstabilisation en Hayti, nous proclamons :

Non à la force multinationale d'appui à la sécurité en Hayti, non à sa conversion en force maintien de la paix des nations unies dans le cadre de la Global Fragility Act of 2019.

Non à toute ingérence étrangère en Hayti, oui à la coopération internationale des pays du Sud global.

Nous réclamons et exigeons de la France la restitution de la rançon de l'Indépendance et la réparation des 179 ans d'exploitation esclavagiste de 1625 au premier janvier 1804.

Nous réclamons et exigeons des États-Unis d'Amérique du Nord la restitution de notre réserve d'or emporte par ses marines en 1914 et réparation pour les 19 ans d'occupation militaire et de pillage des ressources naturelles du pays de1915 a 1934, L'Italie par exemple s'est acquittée de sa réparation envers la Libye pour les atrocités de la colonisation.

Voilà pourquoi nous luttons à côté des masses populaires. Voila pourquoi les progressistes doivent lutter à cotes des masses populaires pour une véritable lutte de libération nationale. Tout le reste est démagogie et bluff, car La doctrine diplomatique des États-Unis d'Amérique du nord, de l'Angleterre et de la France a toujours été de maintenir Hayti dans la pauvreté, la misère, la désorganisation structurelle de la société et de l'État pour servir de mauvais exemple pour leur colonie et leur population d'ascendance africaine (Martinique, Guadeloupe, Guyane pour la France, Les populations Afro américaines aux USA, la Jamaïque, le Bahamas etc.… pour l'Angleterre).

Il est temps d'exploiter les contradictions entre les néo-macoutes du PHTK et ses alliés et les politiciens bourgeois et petits bourgeois de la classe politique traditionnelle et nous frayer une percée révolutionnaire pour la libération nationale d'Hayti.

Progressistes de tous les pays, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Hayti.

Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

Konsèy Prezidansyèl an Ayiti: yon antite ilegal defakto, lye ak oligachi a


Konsèy prezidansyèl la

Enklizyon figi tankou Leslie Voltaire ak Gérard Gilles nan Konsèy Prezidansyèl la plis konplike lejitimite li ak pèsepsyon piblik la. Voltaire, souvan refere li kòm "dinozò" nan mouvman Lavalas, reprezante yon liy politik anpil asosye ak echèk yo ak koripsyon nan tan lontan an. Prezans li nan Konsèy la pwovoke dout nan men sitwayen ki te temwen enpak negatif elit politik depi lontan yo sou gouvènans Ayiti.

Tèm "dezavantaj" yo itilize pa Prezidan franse Emmanuel Macron, reflete yon sans pi laj de deden anvè konpozisyon Konsèy la. Etikèt sa a vle di ke yo konsidere Konsèy la dekonekte ak bezwen pèp ayisyen an e li plis konsène pou kenbe privilèj manm li yo pase pou aplike refòm reyèl.

Gérard Gilles ak de lòt kòlèg li yo, yo akize tou nan koripsyon, plis sal imaj Konsèy la. Asosyasyon endividi sa yo ak yon anviwonman politik ki sal ak akizasyon move jesyon ak koripsyon sèlman sèvi pou ranfòse naratif ki fè konnen Konsèy la se kontinyasyon yon sistèm koripsyon. Anpil Ayisyen konsidere Konsèy la kòm yon gwoup moun ki anrasinen nan vye abitid politik, ki reziste chanjman ak responsablite.

Patisipasyon figi sa yo nan Konsèy Prezidansyèl la non sèlman mete an kesyon lejitimite li, men tou, gaz endiyasyon piblik ak defyans. Apèl pou yon nouvo direksyon politik ki vrèman reprezante enterè pèp ayisyen an vin pi ijan, kòm sitwayen yo anvi lidè ki ka kraze sik koripsyon ak inefikasite ki te aflije Ayiti depi lontan, kèlkeswa sa yo di sou li deranje ekstèn.

Revandikasyon pou retire Konsèy Prezidansyèl la jwenn sipò moun tankou Jimmy Chérizier, lidè kowalisyon gang G9 Viv Ansanm, souliye pwofondè mekontantman ak peyizaj politik aktyèl la an Ayiti. Chérizier, ki pozisyone tèt li kòm yon jwè enpòtan nan dinamik pouvwa peyi a, reflete yon santiman pi laj nan mitan divès faksyon an Ayiti ki dezavwale ak elit politik la.

Rèl pou chanjman Chérizier koresponn ak doleyans anpil sitwayen ki kwè lidèchip aktyèl la, Konsèy Prezidansyèl la reprezante, pa reponn ak bezwen ijan popilasyon an. Pozisyon li revele yon rekonesans k ap grandi ke estrikti politik ki egziste a, ki gen ladan manm konsèy tankou Leslie Voltaire ak Gérard Gilles ak lòt moun, yo wè li kòm yon pati nan pwoblèm nan olye ke solisyon an.

Anplisdesa, fò k nou sonje Voltaire sa a se yon manm pati Lavalas ki gen lidè yo rele Jean Bertrand Aristide ak Maryse Narcisse, yo te rete bouche nan pi gwo kriz la apre asasina Prezidan Jovenèl Moïse, Aristide te kwè li toujou la, pi entelijan nan tout, toujou ap chèche rale chatèy yo soti nan dife a ak remak nebulous li yo, pandan yo mete l deyò nan pouvwa de fwa akòz kretinism politik li ak move atitid li gouvènans.

Patisipasyon lidè gang yo nan diskou politik, se poutèt sa, li endike yon chanjman nan dinamik pouvwa an Ayiti, kote figi tradisyonèl politik yo deplizanpli defye ak aktè ki pa nan Leta a men ki pretann yo reprezante enterè yo majinalize yo.

Nan yon atik premonitif youn nan kolaboratè nou yo te ekri, enfliyans Chérizier --san nou pa bliye Guy Philippe, yon lòt "entèlijan" ki sanble ap sèvi ak Chérizier pasif -- t ap wete kilpabilite l e ke enfliyans sa a pa t ap mwens. Se poutèt sa, demann li yo kounye a pou revokasyon nan men Konsèy la mete aksan sou bezwen ijan pou refòm politik ki vrèman abòde enkyetid moun yo epi k ap chèche kraze sik vyolans ak koripsyon.

Aswiv
Eric Duvivier Masson
Radio FrancoConnexion

KONBIT POU MONTRE TOUT AYISYEN LI, EKRI AK KONPRANN LANG AYISYEN AN

esponsò







Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen (KNVA NY)
P.O. Box 640206
Oakland Gardens, NY 11364
Tel: 718-776-2870
917-442-0491
www.Knva.org/NY

25 out 2024
94-17 Francis Lewis Blvd
Jamaica Queens NY 11438

Aksepte Yo Brase Ak Yo (AYOBYO)
P.O. Box 610316
Bayside, NY 11361
Tel:347-886-6941
www.ayobyo.org

Lettre ouverte au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé


Alix Didier Fils-Aimé

Par Kervens Louissaint

Monsieur le Premier Ministre,

Votre déclaration ambitieuse semble être une lueur d'espoir dans un océan de désespoir, mais il faut aller au-delà des mots soigneusement choisis et des formules diplomatiques.

Haïti est en crise depuis des décennies, plongée dans une anarchie organisée, un chaos contrôlé et un désordre bien ordonné. Vos trois priorités stratégiques, bien qu'essentielles, manquent de clarté quant à leur mise en œuvre. Permettez-moi de poser des questions pertinentes et de formuler des observations indispensables pour transformer vos objectifs en une réalité tangible.

Vous insistez sur la lutte contre les gangs armés et le renforcement des forces de l'ordre. Mais comment comptez-vous-y parvenir dans un État où la violence est systémique et la police nationale d'Haïti sous-équipée, corrompue, et dépassée? Par la force ou en traitant les causes profondes?

Vous ne pouvez pas simplement écraser les gangs avec des opérations militaires sans comprendre pourquoi ils existent sans une stratégie préventive qui crée des opportunités économiques, un accès à l'éducation, et un tissu social solide, chaque "guerre contre les gangs" ne sera qu'une répétition de l'échec. Suivre les flux financiers des activités criminelles est une solution bien plus efficace que des interventions armées sporadiques. Haïti est aujourd'hui un champ de bataille, pas uniquement à cause des gangs, mais parce que l'État a été délibérément affaibli. Cette destruction n'est pas un accident ; c'est une stratégie. Les politiciens capteurs de l'État, avec la complicité de leurs alliés internationaux, ont transformé le pays en un espace ingouvernable.

* Pourquoi ne pas instaurer une unité dédiée à tracer ces transactions, en collaboration avec des experts internationaux?

Exemple concret : Au Mexique, des efforts similaires pour tracer les fonds du narcotrafic ont permis de démanteler plusieurs cartels. Pourquoi Haïti ne peut-elle pas faire de même?

* Si la transparence est un principe fondamental, pourquoi les comptes bancaires des politiciens et des fonctionnaires accusés de corruption ne sont-ils pas audités?

* Pourquoi la communauté internationale ne s'intéresse-t-elle jamais aux financements occultes des campagnes électorales et des activités politiques?

* Qui finance ces gangs?

* D'où viennent leurs armes sophistiquées?

* Pourquoi des jeunes désœuvrés les rejoignent-ils en masse?

Parler de réforme constitutionnelle dans une société où l'État de droit est pratiquement inexistant ressemble à bâtir un château de sable sur une plage balayée par les vagues.

* Qui mènera cette réforme?

Si ce sont les mêmes élites corrompues, elle sera vouée à l'échec. Les conseillers du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) Dr Louis Gérald Gilles, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire accusés de corruption passive et d'abus de pouvoir n'ont aucune légitimité pour discuter de l'avenir de la nation. Ces individus, au lieu d'être tenus responsables, continuent de siéger, protégés par un réseau d'impunité. Leur présence, loin d'être une anomalie, est le symptôme d'une structure qui valorise la prédation au détriment du peuple.

* Pourquoi ces conseillers n'ont-ils pas été suspendus immédiatement après les accusations de l'Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC) ?

* Où est la pression internationale pour exiger leur démission?

* Pourquoi les organisations comme les Nations-Unies, qui prônent la transparence et la responsabilité, restent-elles silencieuses sur leur cas?

Leur démission n'est pas une option, c'est une exigence morale et politique. Tant que ces individus Dr Louis Gérald Gilles, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire continueront à siéger, ils aggraveront la méfiance déjà profonde envers l'État.

* Comment garantir l'inclusivité?

Une réforme constitutionnelle doit être le fruit d'un processus participatif, impliquant les communautés locales, la diaspora, et la société civile. Avez-vous des mécanismes en place pour garantir cela?

Exemple concret : L'Afrique du Sud post-apartheid a adopté une approche inclusive en engageant des consultations nationales avant de rédiger sa nouvelle constitution. Pourquoi ne pas s'inspirer de cet exemple?

Des élections dans un contexte de crise multidimensionnelle?

Cela ressemble davantage à une tentative de légitimer un système brisé qu'à une réelle volonté de changement.

•Comment garantir la sécurité des électeurs?

Avec des "gangs armés" contrôlant une grande partie du territoire, il est utopique d'imaginer des élections libres et équitables sans une stabilisation préalable.

* Qu'en est-il des mécanismes de contrôle?

Le système électoral actuel est gangrené par la fraude et les manipulations. Quelles mesures concrètes envisagez-vous pour assurer la transparence?

Exemple concret : Au Ghana, l'introduction de la biométrie a permis de réduire drastiquement les cas de fraude électorale. Pourquoi ne pas envisager une solution technologique similaire en Haïti?

Les lacunes à combler.

1. Manque de pragmatisme dans les priorités sécuritaires : Sans une stratégie de désarmement, de réintégration sociale, et de renforcement institutionnel, la lutte contre les gangs est une illusion.

2. Déconnexion entre réforme et réalité politique : Une réforme constitutionnelle ne peut réussir sans un cadre institutionnel solide et des acteurs crédibles.

3. Absence de planification logistique pour les élections : Comment assurer la logistique des élections dans un pays où les infrastructures sont en ruine?

Propositions pour combler ces lacunes:

1. Créer un fonds spécial pour la réhabilitation de la police nationale d'Haïti (PNH): Ce fonds devrait être utilisé pour équiper, former, et surveiller les forces de l'ordre, en collaboration avec des partenaires internationaux fiables.

2. Organiser une conférence nationale souveraine : Inspirée des exemples africains, cette conférence réunirait tous les acteurs de la société pour discuter des bases d'une réforme constitutionnelle.

3. Mettre en place un comité électoral indépendant et apolitique : Ce comité devrait superviser l'organisation des élections et garantir leur crédibilité.

Un gouvernement digne de ce nom doit garantir les droits fondamentaux de ses citoyens. Il doit :

1. Réformer le système judiciaire pour mettre fin à l'impunité.

2. Renforcer les institutions nationales pour assurer la sécurité et la justice sociale.

3. Investir dans l'éducation et la santé publique pour briser le cycle de la pauvreté.

4. Créer des infrastructures économiques pour faciliter l'accès aux ressources et stimuler la production nationale.

Mais rien de tout cela n'est possible si nous continuons à tolérer une classe dirigeante corrompue et une communauté internationale complice. Un gouvernement qui refuse de protéger ses citoyens contre les abus internes et externes est un gouvernement défaillant, un complice de l'effondrement.

Monsieur le Premier Ministre, votre vision pour Haïti doit être accompagnée d'actions concrètes et d'une transparence totale. Le temps des excuses est révolu. Le peuple exige des résultats.

Défendre les droits de l'homme, c'est lutter contre le racisme, la dénationalisation et l'apatridie



Par El Movimiento Reconocido

Ce 10 décembre, Journée des droits de l'homme, nous devons honorer les longues luttes que tant de personnes ont dû mener pour s'opposer aux politiques racistes et répressives de l'État dominicain. Le Mouvement Reconnu fait partie de cette lutte historique contre l'apartheid, la dénationalisation, l'apatridie, le travail forcé et bien d'autres violations des droits humains du peuple dominicain d'origine haïtienne.

Jeudi 28 novembre dernier, le Mouvement Reconnu a fêté ses 13 ans d'existence en tant qu'organisation au service de la défense des droits de l'homme et luttant contre le racisme des gouvernements de la République Dominicaine. En novembre 2011, le mouvement a émergé dans le contexte des mesures administratives que le gouvernement de Leonel Fernández avait mises en œuvre par l'intermédiaire du Conseil électoral central (JCE) pour priver les Dominicains d'origine haïtienne de leur nationalité. Plus précisément, à cette époque, une résolution de la JCE avait récemment été publiée pour suspendre indéfiniment la validité des documents d'identité des Dominicains d'origine haïtienne.

Cet anniversaire a été l'occasion de la présentation du Rapport alternatif sur les droits humains des dominicains d'origine haïtienne : Oppression, exclusion et discrimination, rédigé par le Mouvement reconnu. Ce rapport dresse un diagnostic du recul des droits de l'homme au cours des dernières années et formule des recommandations au gouvernement et aux universités pour corriger le tir. En particulier, le gouvernement est appelé à abandonner toutes les politiques de discrimination raciale qui composent un régime connu internationalement sous le nom d'apartheid, et les universités publiques, en particulier l'UASD, à contribuer à l'étude de ce grave problème social et à ne pas opposer d'obstacles à sa résolution, réalisation d'études universitaires par des dominicains d'origine haïtienne.

Après 13 ans de lutte, nous constatons que les gouvernements ont changé de visage, ils ont changé les sigles des partis au pouvoir, mais ils n'ont pas changé de politique, les gouvernements du PLD et du PRM ont eu le même discours raciste et exclusif. et antidémocratique qui a fait de la République dominicaine le pays avec la plus grande population en situation de dénationalisation et d'apatridie dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Pour sa part, le Mouvement Reconnu, avec les organisations alliées dans le pays et dans le monde, a persisté dans sa tâche de défense des droits de l'homme et n'a pas reculé face aux menaces des secteurs ultraconservateurs et antidémocratiques. Les droits se défendent et se conquièrent par la lutte : aucune injustice, aucune exclusion, aucun crime d'État ne durera éternellement.

El Movimiento Reconocido 10 Décembre 2024

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue & Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Alix Didier Fils-Aimé, l'aboutissement de l'ambition du Secteur économique !



Les neuf Conseillers Présidentiels ont procédé à la nomination d'Alix Didier Fils-Aimé comme Premier ministre

Par Catherine Charlemagne

Jamais depuis le début de la Transition post-Jovenel Moïse, le limogeage d'un Premier ministre et son remplacement n'ont été diligentés avec une telle dextérité. L'annonce de la révocation de Garry Conille et la nomination de son successeur, Alix Didier Fils-Aimé, à la Primature viennent de démontrer une chose : quand les politiques haïtiens veulent, ils peuvent. Cette dynamique souligne aussi que la poursuite de cette transition qui n'en finit point est la volonté de tous ceux qui se sont succédé au pouvoir et qui ont décidé de maintenir Haïti dans ce cycle d'instabilité jusqu'à mener le pays au bord d'un effondrement total. L'arrivée de cet homme d'affaires à la tête du gouvernement intérimaire est la conclusion attendue après six mois de brouille, de malentendu mais aussi d'insubordination entre les deux branches du pouvoir Exécutif. Un conflit inutile et sans raison apparente qui a énormément pénalisé toute avancée vers une possible solution à cette crise.

Dans les chroniques précédentes, nous avons démontré et expliqué les raisons qui ont conduit à la révocation du Premier ministre Conille le 8 novembre 2024 par un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) qui voulait prendre la main sur la Transition. Ici, nous allons tenter de comprendre pourquoi les membres du CPT ont fait le choix d'un membre du Secteur des affaires et de l'élite économique pour la poursuite d'une expérience politique qui, loin de faire l'unanimité, peine surtout à convaincre. On essayera aussi de voir si ce représentant de la classe économique est l'homme du moment et apte à apporter des solutions pour sortir Haïti de la trajectoire qu'il a prise depuis l'assassinat de Jovenel Moïse il y aura bientôt quatre ans. Surtout, l'on cherchera à savoir qui est cet homme, peu connu du grand public, à part qu'il fut un obscur parlementaire de la mouvance Lavalas version René Préval, c'est-à-dire, plus light.

Tout comme son prédécesseur, Alix Didier Fils-Aimé est arrivé à la Primature sous le crépitement des armes automatiques des groupes armées, la séquence du « pays lock » avec en toile de fond la fermeture de l'aéroport international Toussaint Louverture.

En réalité, tout a commencé par l'annonce surprise de la mise à pied de celui qu'on nous avait vendu comme l'homme de la situation ou de la conjoncture. Tout va aller très vite. Entre la révocation de Garry Conille, la nomination de son successeur, la publication de l'arrêté au journal Officiel *Le Moniteur*, l'installation du nouveau Premier ministre et la formation du cabinet ministériel, il aura fallu moins de quarante huit heures. Un record ! En tout cas pour Haïti. C'est quasiment sans précédent à Port-au-Prince. En effet, le temps d'apprendre le limogeage du Premier ministre Garry Conille, le pays était déjà doté d'une nouvelle équipe gouvernementale sous l'autorité de celui à qui on avait refusé, quelques mois plutôt, de confier les clefs de la Primature. Cela a été tellement vite qu'on a l'impression que tout était discuté, préparé, agencé et qu'il suffisait de lancer le processus.

En réalité, Alix Didier Fils-Aimé, depuis sa candidature durant le processus de nomination d'un Premier ministre selon l'Accord du 3 avril 2024, n'était jamais sorti de l'esprit ni des vues des membres du CPT même après l'avoir mis de côté au profit de Garry Conille sous la pression de la Communauté internationale. Il suffit de lire l'Arrêté nommant le nouveau chef du gouvernement pour comprendre que ce choix est loin d'être anodin et qu'en vérité, le CPT n'attendait que le bon timing pour lancer la machine. Le Conseil Présidentiel de Transition avait annoncé le limogeage de Conille le vendredi 8 novembre par une *« Résolution »* prise par les neuf membres. Or, l'on remarquera que c'est par cette même « *Résolution* » datée du 8 novembre 2024 que Alix Didier Fils-Aimé a été nommé en lieu et place de Garry Conille. Sur ce point, le hasard n'a pas sa place. Le choix de cet ancien candidat au Sénat sous la couleur du parti Vérité de feu Président René Préval a été un choix mûrement réfléchi et concerté.

Autre indice pouvant confirmer que Fils-Aimé était en *standby* pour ce poste, le nombre des membres du CPT ayant paraphé l'arrêté publié dans le Journal Officiel, *Le Moniteur* numéro spécial 57 paru le lundi 11 novembre 2024. Ils sont 8 sur 9 à l'avoir validé. Seul l'ancien Coordonnateur du CPT, Edgard Leblanc Fils, n'a pas signé le parchemin. Mais, il n'a pas non plus contesté ni dénoncé la nomination, signe que lui aussi a avalisé ce choix même si ce n'est pas la première fois qu'il fait cavalier seul depuis l'accusation pour corruption portée contre trois Conseillers-Président : Louis Gérard Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin dans le scandale de la BNC qui se trouvent devant la justice tout en refusant de démissionner du CPT. D'ailleurs, voici ce qu'on lit dans *Le Moniteur* (…)

« Nous, Smith Augustin, Louis Gérald Gilles, Fritz Alphonse Jean, Edgard Leblanc Fils, Laurent Saint-Cyr, Emmanuel Vertilaire, Leslie Voltaire, membres votants, Régine Abraham et Frinel Joseph, membres observateurs sans droit de vote du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), réunis ce vendredi 8 novembre 2024, au Palais National, avons fait choix, par consensus, du citoyen Alix Didier Fils-Aimé comme Premier Ministre. La présente Résolution sera publiée et exécutée aux fins de droit. Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 8 novembre 2024, An 221e de l'Indépendance. (…) » Un document prouvant que c'est à l'unanimité que les neuf Conseillers Présidentiels ont procédé à la nomination d'Alix Didier Fils-Aimé et décidé de mettre fin au service d'un Premier ministre qui n'était pas le leur et qui leur faisait savoir à chaque fois qu'il en avait l'occasion.

Pourtant, malgré quelques agitations résiduelles, certains diraient de pure forme, comme les déclarations de l'ancien soutien d'Ariel Henry et chef de file du SDP et de l'Accord du 21 décembre Me André Michel qui laissait entendre que « Les textes fondateurs de la Transition (le Consensus de la Jamaïque du 11 mars 2024, l'Accord du 3 avril 2024, le décret du 12 avril 2024, le décret du 23 mai 2024) ne donnent pas au CPT le pouvoir de renvoyer le Premier ministre. Bien entendu, exceptionnellement, l'article 37 du décret du 23 mai 2024 stipule qu'en cas de présomptions graves de corruptions et de déficit de gouvernance, dûment constatés par l'Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG), le CPT met fin à la mission du Premier ministre par la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement. Cette disposition existe aussi dans l'Accord du 3 avril 2024. Aujourd'hui, l'Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG) n'est même pas encore créé. Il n'y a aucune possibilité pour le CPT de renvoyer le Premier ministre. »

Il en est de même pour le patron du RNDDH, Pierre Esperance qui, semble-t-il, était dans la confidence de la présidence sur ce dossier. Invité sur *Magik9* le dimanche 10 novembre 2024 pour donner son avis sur la révocation du Garry Conille et surtout sur la désignation de l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aimé, à la tête du gouvernement, Pierre Esperance avait non seulement confirmé l'intention du CPT de limoger Garry Conille, mais il avait aussi un conseil à lui faire passer dans l'hypothèse qu'il compterait contester la décision de la présidence comme il le laissait entendre dans la presse. *« Hier, j'ai parlé à deux Conseillers-Président. Ils m'ont confirmé qu'ils allaient révoquer le Premier ministre et nommer à sa place Alix Didier Fils-Aimé. Ils m'ont annoncé que l'arrêté de révocation ainsi que celui de la nomination du nouveau Premier ministre seront publiés dans Le Moniteur incessamment.*

Si le CPT parvient à publier la Résolution de destitution dans le journal Le Moniteur, je conseillerais au Premier ministre Garry Conille de jeter l'éponge afin de ne pas engager la force publique dans ce conflit politique. Même si cette décision du CPT allait à l'encontre de l'Accord servant de cadre légal à la Transition, celui qui détient le pouvoir de nomination possède également le pouvoir de révocation. » Une consultation gratuite que Conille qui disait s'opposer à la décision a mis à son profit pour effectivement jeter l'éponge sans même combattre et repartir sur la pointe des pieds dans le plus grand secret par où il était arrivé. Sitôt nommé, sitôt installé.

Dès le lundi 11 novembre, en effet, une cérémonie d'installation avait été organisée au siège provisoire de la présidence de la République se trouvant à la Villa d'Accueil, à Delmas 60 où sont installés les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition depuis la création de cette instance exécutive. Tandis que le Premier ministre, lui aussi, ayant fui la Primature située au Bicentenaire, a installé le gouvernement à sa résidence officielle de Bourdon à quelques pas de la Villa d'Accueil censé être la résidence officielle des Premiers ministres haïtiens. Après la révocation surprise de Conille, le CPT s'inquiétait un peu de la réaction de l'ensemble des parties prenantes, les entités ayant désigné leur représentant au sein du CPT pour former ce pouvoir collégial vue qu'il n'a pas respecté justement les énoncés de l'Accord du 3 avril. Leslie Voltaire, le Président en exercice du Conseil Présidentiel de Transition, et ses huit collègues redoutaient surtout l'absence des diplomates étrangers accrédités à Port-au-Prince, boudés parce que leur poulain a été licencié. Bref, la présidence haïtienne craignait les chaises vides au moment de l'installation de son Premier ministre, Alix Didier Fils-Aimé.

Surprise, tous avaient tort de craindre un boycott du *Core Group* et de la classe politique. La Villa d'Accueil avait fait le plein de politiques, de diplomates et d'autres dignitaires de l'ancien gouvernement. On reprend les mêmes et l'on recommence. Les chefs de troupes qui courtisaient Garry Conille et le soutenaient dans son bras de fer avec les Conseillers-Président l'ont tous lâché en rase campagne et ne l'ont pas suivi dans sa tentative de rébellion. La preuve, ils étaient tous présents à l'installation de son successeur. De Normil Rameau, Directeur général de la police nationale, à Derby Guerrier, chef d'Etat-major général de l'armée d'Haïti, en passant par le Commandant kenyan de la force multinationale d'appui à la sécurité, Godfrey Otunge, des diplomates et leaders politiques et bien entendu des dizaines d'hommes et de femmes du Secteur d'affaires et économique, sans oublier un nombre remarqué de membres du gouvernement sortant se sont déplacés pour venir cautionner ou faire allégeance au nouveau locataire de la Primature.

Seul Garry Conille, mauvais joueur, avait brillé par son absence. Dans son allocution de circonstance, Leslie Voltaire, le maitre d'œuvre de tout ce chamboulement, a voulu s'expliquer sur le limogeage de celui-ci sans pour autant oublier de lui rendre hommage, en tout cas, ne souhaitant pas paraître revanchard. Voltaire, rassuré devant l'assistance et voulant apaiser la tension et enterrer la hache de guerre avec l'ancienne équipe, devait déclarer « *La nécessité s'est imposée d'apporter rapidement certaines corrections, toujours dans le souci de garantir, dans l'intérêt commun, la pleine réussite de cette expérience démocratique et consensuelle. Pour le Conseil présidentiel de transition, il y a urgence d'agir, d'agir vite, d'agir bien, dans le respect des lois de la République et dans le sens du renforcement des institutions républicaines. Il ne nous reste pas beaucoup de temps, c'est maintenant qu'il faut faire les corrections afin d'assurer le succès de la transition. Nous avons opté pour des changements au niveau du gouvernement sur la base de l'expérience des derniers mois.*

Il n'y a pas eu que des difficultés et des obstacles. Nous avons franchi des étapes importantes avec le Premier ministre Conille et je salue son courage et sa détermination. Nous avons jeté des bases intéressantes qui permettront au nouveau Premier ministre d'avancer avec les chantiers de la transition. J'ai été personnellement attiré par les qualités et les compétences de plusieurs membres du gouvernement sortant. Je prends plaisir, encore une fois, à saluer leur effort et leur contribution. Les regards, monsieur le Premier Ministre, sont désormais portés sur vous. Etant donné que chaque changement à la tête du Gouvernement produit un sursaut d'espérance, il faut dès maintenant considérer que le temps de grâce qui vous sera accordé sera réellement court. Point besoin de vous rappeler combien les attentes sont urgentes et nombreuses. Le temps n'est ni aux promesses ni aux propagandes mensongères. » Visiblement confiant et ayant même repris son souffle en voyant tant de monde qu'il n'attendait certainement pas, le tombeur du PM au casque d'acier, tout comme son successeur, se sont accordés pour dire que la priorité des priorités demeure la sécurité.

La question des élections en vue de revenir à un fonctionnement régulier des institutions de la République faisait aussi partie du menu. Toujours en parfaite harmonie et compréhension politique avec le Conseil Présidentiel de Transition, le nouveau chef du gouvernement intérimaire insiste durant son intervention pour que la Communauté internationale réponde positivement aux multiples sollicitations des autorités haïtiennes d'avant-hier, d'hier et d'aujourd'hui, à renforcer, voire transformer la mission multinationale actuellement en cours en Haïti en une Mission Multinationale de paix sous statut des Nations-Unies. Si Alix Didier Fils-Aimé appelle à l'unité de la Nation et à une sorte de « Paix des braves » entre haïtien, il n'oublie point de reprendre à son compte la vieille litanie de tous les dirigeants haïtiens, de mariage entre la population et les forces de l'ordre (police et l'armée) pour combattre l'insécurité afin de mettre les gangs, selon lui, hors d'état de nuire. Le nouveau locataire insistait sur la reprise de ces « territoires perdus » de la République sans quoi il serait difficile de réaliser des élections libres dans le pays.

« Le premier chantier incontournable et qui conditionne la réussite de la Transition est le rétablissement de la sécurité. Sécurité des personnes, des biens et infrastructures mais aussi Sécurité alimentaire et liberté de circulation sur tout le territoire national. (…) En ce qui concerne les chantiers de la Conférence nationale, de la réforme constitutionnelle, de la réforme des institutions, dans le respect des prérogatives présidentielles, je m'appliquerais à garantir tout le soutien de l'Administration publique pour un plein succès de ces processus indispensables au plein succès des travaux devant aboutir à des élections, objectif fondamental de la Transition. Le retour à l'ordre démocratique par le choix transparent et libre des électeurs de leurs dirigeants est la principale raison d'être de cette Transition de refondation voulue par tous (…)

J'exhorte nos amis de la Communauté internationale à supporter les appels du Conseil Présidentiel et du gouvernement sortant pour une coopération plus efficace et qui tient davantage compte de l'urgence de la situation mais nous sommes conscients que les solutions devront être essentiellement haïtiennes » disait cet homme venu de deux secteurs que certains croient être des fournisseurs d'armes aux groupes armés qui contrôlent la quasi-totalité des départements de l'Ouest et de l'Artibonite. En effet, Alix Didier Fils-Aimé n'est pas un nouveau venu dans l'arène politique haïtienne, bien que personne ne se souvient de son passage à la Chambre des députés de 1995 à 1999, encore moins son élection perdue devant Don Kato (Antonio Cheramy) pour le Sénat de la République en 2015. Si son père Alix Fils-Aimé était un grand militant de gauche, voire un révolutionnaire pour avoir participé au mouvement Sandiniste au Nicaragua, lui, il est plutôt connu pour son appartenance au

suite à la page(16)

Haitian Army and Armed Group Violence Flares in Cité Soleil and Tabarre



A view of the Wharf Jérémie neighborhood of Cité Soleil

by Kim Ives

Two terrible events over the weekend of Dec. 6-8 threw light on the deplorable state of justice and security in metropolitan Port-au-Prince, predictably fueling renewed calls for even stronger foreign military intervention by U.S. officials.

The first event occurred in the blighted neighborhood of Wharf Jérémie, a garbage and sewage-covered swath of Cité Soleil where Monel "Micanord" Félix heads an armed group which is part of the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition, the principal enemy of the Haitian National Police (PNH), the Armed Forces of Haiti (FAdH), and U.S.-funded Multinational Security Support mission (MSS), made up of 430 mostly Kenyan policemen.


Mackenley Saint Fleur recently posing (left) and after FAdH soldiers beat him (right) on Dec. 6

Numerous conflicting press reports claim that between 110 to 184 people were killed in Wharf Jérémie on Micanord's orders in retaliation for the death of his only child, a boy whom he allegedly believes died due to an evil spell put on him by Vodou practitioners living in the area. The grieving Micanord carried out the alleged revenge killings "on the advice of a local Vodou priest who accused the community's elderly residents of being responsible for the child's ailments," reported the *Miami Herald*.

The surge of press reports began following a statement made to Haiti's daily newspaper *Le Nouvelliste* by Pierre Espérance, the head of the National Network for the Defense of Human Rights (RNDDH), an infamous National Endowment for Democracy (NED)-funded human rights group, which has repeatedly offered erroneous and outright fabricated accounts of human rights abuse in years past, including its reports on massacres in La Scierie (2004, when it was called NCHR-Haiti), La Saline (2018), and Delmas 32 (2021).

Jimmy "Barbecue" Chérizier, *Viv Ansanm*'s leader and principal spokesman, told *Haïti Liberté* that once again the RNDDH was up to its old tricks.

"The first thing is that people died, but the numbers they are giving are not true," Cherizier said. "It didn't even come to 20 people, although I can't give an exact number. Pierre Espérance and RNDDH are playing their political game. If 100 people died, just like they said happened in the so-called La Saline massacre, let them come with the list of the people who died. Pierre Espérance just gives out any figure that comes to his mind."

Pressed on whether the killings were in retaliation for the death of Micanord's son, Cherizier simply said that "what happened was connected to the acts of wrongdoers (*malfektè*)," without providing any further details.

However, many people who have had hope for the potential of *Viv Ansanm* to win the Haitian people's trust and become a viable player in Haiti's national liberation struggle have been sorely dismayed by the deaths, whatever their circumstances and number, in Wharf Jérémie.


Still grab of video of FAdH soldiers stamping on Tity and Saint Fleur in Tabarre

"Even if only one person was executed due to a foolish, superstitious belief or baseless allegation, it is a crime," said one Haitian intellectual who has been sympathetic to the *Viv Ansanm*'s stated goals. "There is no justification for the extrajudicial killing of people who are not committing a crime or being aggressive in some life-threatening way, particularly if they are elderly. Even though there was no political motive in these killings, if true even in part, it is appalling and will greatly damage the reputation, which was already very controversial and fragile, of the *Viv Ansanm*, especially after they issued a joint statement just last week that Haitians were free to circulate and go about their business in their neighborhoods without any fear or worry."

Kervens Louissaint, a popular livestream host on several social media platforms, also gave *Haïti Liberté* a statement decrying the killings in Wharf Jérémie.

"For absurd accusations of witchcraft, fratricidal vendettas tear apart what remains of a social fabric already in tatters," he wrote. "This reasoning is insane because it seeks to give meaning to the insane, a logic to what is only fear, ignorance, and despair.

"In a society in full decay, where order and reason have given way to the survival instinct, absurd explanations like this one take on a terrifying force. A belief in witchcraft, rooted in ignorance, history, and culture, here becomes an outlet for rage, an excuse for violence. But this pretext poorly masks the reality: these wars are not only spiritual. They are the result of an accumulation of frustrations, suffering, and a total state vacuum.

"This explanation also diverts responsibility. Accusing a rival of witchcraft to explain the death of a sick child is refusing to confront the real causes: poverty, lack of medical care, famine, insecurity. It transforms a human tragedy into a spectacle of incomprehensible barbarity. The accusation becomes a weapon, a means of perpetuating blind and devastating violence."

The killings come after a period of unprecedented peace in Cité Soleil following the *Viv Ansanm* coalition's formation in September 2023 and a follow-on truce in the giant slum forged in July 2024, sparking large street celebrations.

Even the violence monitoring network ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) issued a report saying that in Cité Soleil "there were signs of progress in 2024" and "a sharp drop in deadly gang-on-gang violence and targeting of civilians." In Cité Soleil, "the Brooklyn and Nan Boston gangs even agreed to a truce and removed barricades that had divided their turf, allowing residents to move more freely," ACLED continued. "Reflecting the non-aggression agreements between gangs, ACLED data shows that, prior to the [alleged Dec. 6-8] massacre, fatalities stemming from gang activities in Cité Soleil in 2024 had decreased by 91% compared to the previous year." An accompanying chart shows deaths of over 300 in both 2022 and 2023 dropping to about 25 in 2024, before the alleged events in Wharf Jérémie.

USAID chief Samantha Power used the incident to issue a thinly-veiled call for more foreign intervention via a tweet, writing: "Horrific news – and an urgent reminder that lasting progress in Haiti will require an international effort to help the [Haitian] people achieve peace and security."

Brian Nichols, U.S. Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs, also tweeted: "Appalled by reports that gangs massacred nearly 200 people in Haiti. We strongly condemn these brutal murders by gangs who continue to deepen the suffering of the Haitian people. We urge the international community to strengthen support for the MSS mission."

The other violence that shocked Haitians across Haiti and its diaspora was the arrest and violent beating of two young unarmed Haitians who had gone to Tabarre, a Port-au-Prince suburb, to scavenge for scrap metal – iron and copper – to resell when they were stopped around 1:30 p.m. on Fri., Dec. 6 by PNH cops and FAdH soldiers, who accused them of being soldiers for Vitel'Homme Innocent's *Kraze Baryè* (Break Down the Wall) armed group, part of *Viv Ansanm*.

The two men were Mackenley Saint Fleur, 21, of Delmas and Carlos Tity, 27, also of Delmas.

Cell-phone video footage shows the two bloodied men laying handcuffed, face down on pavement being kicked and stamped on by the boots of FAdH soldiers, cursing and interrogating them.

In many cases, according to dozens of people, such incidents end with the PNH or FAdH officers killing or disappearing their young victims.

But the incident happened near the U.S. Embassy, prompting it to tweet out the following statement: "We are aware of the incident that occurred near the Overseas Engineering & Construction Corp (OECC) compound in Tabarre. We closely monitor the security situation in the vicinity of the U.S. Embassy for the security of Haitian and U.S. staff and alerted the [PNH] and the FAD'H to the incident. The U.S. Embassy did not request the release of any individuals nor did we take any individuals into custody. The [PNH] took two individuals into custody and removed them from the area."


Carlos Tity from his 2021 ID card (left) ands after FAdH soldiers beat him (right) on Dec. 6

Neither friends nor family could find out the fate of Saint Fleur and Tity from authorities until Tue., Dec. 10, when they found the two young men at *Hopital Lape* (The Peace Hospital) on the Delmas 33 road.

"I think they're lives were spared due to the U.S. Embassy personnel who were involved in the incident," said Jason "Zeke" Petrie, a U.S. citizen who lived in Haiti for many years and wrote a book, *Reach and Fall*, about his experiences there. Petrie was best friends with Mackenson "Jha Jha" Saint Fleur, Mackenley's father, who was killed in Cité Soleil on Mar. 24, 2023.

"There was a lot riding on this incident," Petrie continued. "If those two kids were murdered or just disappeared, there would be a lot of heat on the U.S. Embassy. That's why I think that Pierre Espérance and company have now taken this story about Micanord and inflated and exaggerated it so that the shock value of that will make people forget about what happened to these young kids the other day and the involvement of the U.S. Embassy."


Monel "Micanord" Félix, the leader of the armed group in Wharf Jérémie, a Viv Ansanm affiliate

Meanwhile, the *Yon Ayiti, Yon Sèl Pèp* YouTube channel reported that the U.S. Embassy has asked for charges to be brought against the soldiers who arrested and beat Saint Fleur and Tity. The channel also asserted that, according to Haiti's Defense Ministry, U.S. Embassy personnel had come to the spot where soldiers had arrested the young men, and that the soldiers then transported their prisoners to the PNH.

Meanwhile, the PNH has been less than transparent in its issuance of warrants against three Haitian expatriates last week, including Kervens Louissaint, accusing them of "criminal association" because of their political views. One of the expatriates, Ralph Laurent (Max Louissaint), the producer of the popular YouTube channel "*Tele Live Tanbou Verite a*" (Truth Drum Live Television), had his lawyer in Haiti go to the Central Direction of the Judicial Police (DCPJ) to retrieve a copy of the charges against Laurent, but the police either could not or would not provide the legal documents.

LA FRANCE DOIT QUITTER L'AFRIQUE, TEL EST LE SLOGAN DU MOMENT



Par Vijay Prashad*

Alors que le Tchad et le Sénégal se joignent au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour exiger le retrait de l'armée française de leurs pays, un élan de souveraineté continue de se propager à travers le Sahel.

Chers amis,
Salutations du bureau de l'Institut de recherche sociale Tricontinental.

Une vague de sentiment anti-français continue de déferler sur la ceinture du Sahel en Afrique : rejoignant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le Tchad et le Sénégal qui ont exigé en novembre que le gouvernement français retire ses militaires de leurs territoires. De la frontière occidentale du Soudan à l'océan Atlantique, les forces armées françaises, présentes dans la région depuis 1659, n'auront plus de base. La déclaration du ministre tchadien des Affaires étrangères, Abderaman Koulamallah, est exemplaire : « *La France... doit maintenant aussi considérer que le Tchad a grandi, mûri, et que le Tchad est un État souverain très jaloux de sa souveraineté* ». Le terme clé ici est «souveraineté». Ce que Koulamallah signale, c'est que les pays du Sahel ne se satisfont plus de l'indépendance symbolique - ou de l'indépendance du drapeau - critiquée par Frantz Fanon dans Les Damnés de la Terre (1961), ce qu'ils veulent, c'est une véritable souveraineté.

Le livre de Fanon a été publié l'année suivant l'indépendance formelle des pays du Sahel vis-à-vis de la France en 1960. Mais cette «indépendance» était superficielle. Cela signifiait que ces pays, du Sénégal au Tchad, resteraient membres de la Communauté franco-africaine (CFA) et qu'ils autoriseraient l'utilisation du franc CFA, ancré en France, comme leur monnaie, qu'ils permettraient aux entreprises françaises de rester en contrôle de leurs économies, et qu'ils autoriseraient le stationnement de troupes françaises sur leur territoire. En septembre 1958, un référendum constitutionnel a été organisé dans les colonies françaises du Sahel, seule la Guinée votant contre la proposition d'»indépendance» de la domination coloniale française directe sous la CFA néocoloniale française. Les forces qui ont fait campagne contre l'adhésion à la CFA et pour une véritable indépendance ont fait face à la répression de l'establishment politique et militaire de Charles de Gaulle.

Djibo Bakary (1922-1998), leader du parti Union des forces populaires pour la démocratie et le progrès-Sawaba (Libération) et président du Conseil de gouvernement du Niger, a exprimé l'état d'esprit du peuple à la fin des années 1950 avec son slogan « *l'indépendance nationale d'abord, le reste ensuite* ». Bakary était investi dans l'idée de sawki («délivrance»), qui signifiait non seulement la libération du colonialisme français, mais aussi l'abolition de la pauvreté et de la détresse. En mai 1958, l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN) s'est réunie à Cotonou (Bénin) et a appelé à la fin totale du système colonial français. En juillet de la même année, lors d'une conférence interterritoriale à Cotonou, Bakary a propulsé cette revendication dans un discours public plus large au Niger et dans tout le Sahel. Lors du congrès du parti Sawaba le mois suivant, en août, Adamou Sékou a reflété la sensibilité contre le désir français de domination coloniale par d'autres moyens : « *ce sens de notre dignité humaine que trop de nos amis métropolitains ont du mal à admettre ; une dignité à laquelle nous ne pourrons jamais renoncer car les Africains noirs veulent être eux-mêmes libres avant tout* ».

Si on ne permet pas aux gens d'être «eux-mêmes» ou libres, écrivait Fanon à la même époque, alors ils se rebelleront. «*Les masses commencent à bouder*», écrivait-il dans Les Damnés de la Terre. «*Elles se détournent de cette nation dans laquelle on ne leur a donné aucune place et commencent à s'en désintéresser*». Les faux nationalistes, ou nationalistes du drapeau, écrivait Fanon, «mobilisent le peuple avec des slogans d'indépendance, et pour le reste s'en remettent aux événements futurs». Six décennies plus tard, nous sommes maintenant au milieu de ces «événements futurs».

Du 19 au 21 novembre, des centaines de personnes du continent et du monde entier se sont réunies à Niamey, au Niger, pour la Conférence de solidarité avec les peuples du Sahel. C'était la première conférence de ce type depuis que les coups d'État militaires ont renversé les gouvernements affiliés à la France au Burkina Faso, au Mali et au Niger, et depuis la création en septembre 2023 de l'Alliance des États du Sahel (AES). La conférence, tenue au Centre international de conférences Mahatma Gandhi de Niamey, a été coordonnée par l'Organisation des peuples d'Afrique de l'Ouest (WAPO), Pan-Africanism Today et l'Assemblée internationale des peuples (IPA). Parmi les intervenants figuraient des représentants du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), des organisations populaires de l'AES ainsi que d'autres pays du Sahel, d'Afrique de l'Ouest et du continent, et des dirigeants politiques d'Amérique latine à l'Asie. Les trois jours ont culminé avec l'adoption de la Déclaration de Niamey, dont la dernière section mérite d'être citée intégralement :

1 - Nous saluons les gouvernements issus des récents coups d'État pour avoir adopté des mesures patriotiques visant à reconquérir la souveraineté politique et économique sur leurs territoires et leurs ressources naturelles. Ces mesures comprennent la résiliation des accords néocoloniaux, l'exigence du retrait des forces françaises, américaines et autres forces étrangères, et l'entreprise de plans ambitieux pour un développement souverain.

2 - Nous sommes particulièrement encouragés par la formation de l'Alliance des États du Sahel par ces pays. Cette initiative revitalise l'héritage des leaders panafricains et représente une étape concrète vers une véritable indépendance et une unité panafricaine.



Hadjara Ali Soumaila, Confédération des femmes combattantes et leaders panafricaines (Niger). Photographie de Pedro Stropasolas pour Peoples Dispatch



Conférence de solidarité avec les peuples du Sahel, Niamey, Niger. Photographie de Pedro Stropasolas pour Peoples Dispatch .

3 - Ces gouvernements bénéficient actuellement d'un large soutien de leurs citoyens, qui animent et se rassemblent autour de ces actions révolutionnaires. Cette unité est cruciale pour atteindre les idéaux démocratiques et patriotiques et constitue un modèle de développement inspirant pour d'autres nations africaines.

En conclusion, bien qu'il reste beaucoup à faire pour la libération complète des États du Sahel, nous sommes optimistes que ces gouvernements, en continuant d'écouter leur peuple, atteindront leurs objectifs de libération nationale totale et contribueront à l'objectif plus large d'une Afrique unifiée et libre.

En août 2022, quinze organisations sociales et politiques au Niger se sont unies pour former le Mouvement M62 (Union sacrée pour la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple, M62). Ils ont publié un communiqué contre la présence militaire française au Niger, qui avait été «chassée du Mali et [est] illégalement présente sur notre territoire», et ont appelé à leur «départ immédiat». Le mouvement a demandé «à tous les citoyens de former des comités citoyens pour la dignité» à travers le pays. L'un des leaders du mouvement, Abdoulaye Seydou, dirige le Réseau Panafricain pour la Paix, la Démocratie et le Développement, dont le bureau porte le nom du leader burkinabé Thomas Sankara (1949-1987). Le bureau lui-même arbore une photo de Fanon avec la citation : « *Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir* ». La vision politique générale de Seydou à cette époque était que la misère du peuple nigérien ne pouvait être surmontée dans le contexte du contrôle néocolonial français. C'est pourquoi le M62 a commencé à organiser des manifestations contre la présence militaire française et a tenu un festival culturel nocturne à Niamey pour approfondir le message de délivrance. Ces protestations ont galvanisé l'armée pour agir contre l'administration néocoloniale de Mohamed Bazoum et installer un gouvernement dirigé par le général Abdourahamane Tchiani. Ce coup d'État, comme ceux du Burkina Faso et du Mali, a été largement célébré dans le pays pour avoir ouvert la porte à ce que Fanon appelait les «événements futurs».

Lors de la conférence de solidarité en novembre, Souleymane Falmata Taya, une leader du mouvement M62, a déclaré que la lutte au Niger n'était pas menée par l'armée mais par les jeunes et les femmes. « *Tout ce que nous voulons, c'est être traités comme des êtres humains* », a-t-elle dit. Quelques mois plus tôt, elle avait déclaré que le peuple nigérien appréciait les progrès réalisés par le gouvernement du Premier ministre Ali Lamine Zeine, ancien ministre des Finances, mais que le peuple

suite à la page(16)



Have Computer Problems?
Get $20 OFF Any Service
Use Coupon Code 42513
24/7 Emergency Service
Data Recovery
Virus Removal
Regular Maintenance
Call Now Get a Free Diagnosis 866-848-0045
Friendly Certified Computer Repair Experts
Geeks OnSite

A tradition worth cherishing.

Sunday Dinner connects generations, from the history behind family recipes to the stories shared around the table.

Watch a story that shows just how meaningful this one meal can be.
publix.com/SundayDinner



La résistance armée héroïque à Porto Rico



Des members du FALN, de gauche à droite : Maria Cueto, Andres Rosado, Ricardo Moreno, Julio Rosado

Par Princesse Harmony

La seule façon pour un peuple et une nation de se libérer de la suprématie blanche, de l'hypernationalisme américain et du capitalisme mondial est la révolution. Cela est vrai pour l'ensemble du monde colonisé mais surtout pour la colonie portoricaine.

Je suis une Portoricaine qui aime sa nation, son peuple et son île. Je crois que nous – Portoricains – avons besoin d'un parti révolutionnaire communiste et nationaliste.

Le peuple portoricain avait autrefois le Parti nationaliste de Porto Rico. Elle a été fondée en 1922 pour s'opposer à l'occupation colonialiste américaine qui a commencé lorsque les États-Unis ont pris l'île pour leurs propres besoins après la guerre hispano-américaine qui a mis fin à la domination coloniale espagnole en 1898.

Le Parti nationaliste, à travers son journal et ses différentes organisations populaires – comme les Cadets de la République, sa branche armée – a lutté contre le régime colonial américain oppressif. Alors que son chef, Pedro Albizu Campos, était réprimé par le gouvernement américain suprémaciste blanc et anti-portoricain, le Parti nationaliste a organisé des défilés et des rassemblements pour célébrer son existence et éduquer les Portoricains sur l'importance du nationalisme et de l'indépendance à Porto Rico.

Après que l'État ait tenté d'assassiner plusieurs nationalistes et, suite aux efforts des nationalistes pour renverser le régime colonial dirigé par le gouverneur Blanton Winship, la perfide législature portoricaine a adopté la Règle du Bâillon, une loi qui rendait illégal d'être nationaliste et de posséder un Drapeau portoricain et même illégal pour discuter du statut politique de Porto Rico. Cette loi est restée en vigueur pendant des années, jusqu'en 1957, date à laquelle elle a été déclarée inconstitutionnelle.

Au début des années 1950, le Parti nationaliste s'est engagé dans une insurrection contre le gouvernement colonialiste de Porto Rico et a combattu à Washington, D.C. contre le gouvernement tyrannique américain.

Cris de Jayuya et Utuado

Le 29 octobre 1950, la police attaque la maison de la mère d'un nationaliste. Le lendemain, dans les villes de Jayuya et Utuado, des actions révolutionnaires contre les États-Unis et leurs sympathisants portoricains ont commencé. Les rébellions, appelées Gritos de Jayuya et Utuado, ont causé plusieurs morts des deux côtés.

Le 1er novembre 1950, alors que le président Harry Truman résidait à Blair House en raison de la rénovation de la Maison Blanche, Oscar Collazo et Griselio Torresola tentèrent de le tuer. Bien qu'un garde ait été assassiné, la tentative a échoué, laissant Torresola mort et Collazo emprisonné pendant 29 ans.

Les membres du Parti nationaliste Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Andres Figueroa Cordero et Irvin Flores ont mené une attaque armée contre le bâtiment du Capitole des États-Unis le 1er mars 1954. Ils ont déployé un drapeau portoricain, ont tiré des coups de feu dans la chambre des représentants et Lebron a crié : “Vive Porto Rico !” Les quatre ont été immédiatement arrêtés.

Les soulèvements du Parti nationaliste de Porto Rico n'ont pas réussi à renverser la domination coloniale américaine, mais ils ont inspiré les tentatives d'autres forces, guidées cette fois par le nationalisme et le marxisme-léninisme, qui connaissaient la nécessité d'une révolution armée. De la Ligue socialiste portoricaine aux forces armées des commandements armés de libération, des forces armées de libération nationale, de l'armée populaire de Boricua, des commandos révolutionnaires populaires, des forces armées de résistance populaire et des commandements révolutionnaires ouvriers, ces groupes sont différents avec des différences mais ils se rendent compte que notre peuple ne peut être libéré qu'avec la double arme de la lutte armée et de l'éducation politique.

Entre 1968 et 1972, les Commandements armés de libération (CAL) ont attaqué plusieurs objectifs commerciaux et militaires. Bien que certaines personnes n'aient pas compris leur tactique, les Commandos ont tenté de faire autant de dégâts que possible au capitalisme de Porto Rico tout en liant leurs actions à la classe ouvrière portoricaine. Dans une interview accordée en 1968 à Tricontinental - une publication de l'Organisation de solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine - le leader du CAL, Alfonso Beal, a déclaré que l'une de ses attaques contre le monopole téléphonique de Porto Rico en 1968 était en solidarité avec le Travailleurs du téléphone ITT en grève.

Heureusement, les Commandements armés de libération (CAL) n'ont pas été affectés par les scissions du mouvement communiste international. Son organisation est restée unie face à ces divergences, et Alfonso Beal a déclaré, dans l'interview citée ci-dessus, que “les divergences ne nous ont pas affectés”, car les commandements armés de libération étaient “clairs” dans leurs objectifs. Mais ils ont reconnu que le travail théorique et la théorie de l'apprentissage constituaient une partie importante de la lutte et que toutes les formes de travail faisaient « partie de la lutte ».

Dans le premier document rendu public par les Commandos, ils affirmaient la nécessité d'un combat armé contre le colonialisme anti-portoricain. Vladimir Lénine, leader de la révolution russe, a soutenu qu'il y avait des guerres justes et des guerres injustes, que les guerres injustes sont des guerres pour opprimer, des guerres pour exploiter, des guerres pour nuire à autrui, et que les guerres justes sont des guerres pour libérer les gens du capitalisme et de l'oppression.

Les Forces armées de libération nationale (FALN)

Dans la lutte pour la libération de Porto Rico, le peuple doit faire ce qu'il croit être juste et ce que la lutte exige.

Bien qu'il soit impossible de passer en revue chacune des organisations révolutionnaires de Porto Rico, il est important de parler spécifiquement des Forces armées de libération nationale (FALN). Le FALN est né de la fusion du CAL et du Mouvement armé révolutionnaire pour l'indépendance (MIRA).

Le 26 octobre 1974, les FALN entament une lutte armée. Elle a été entreprise pour commémorer le soulèvement de 1950 à Porto Rico et pour exiger la liberté de Collazo, Lebron, Miranda, Cordero et Flores, toujours emprisonnés aux États-Unis.

En 1979, Collazo, Lebron, Cancel Miranda et Flores ont été graciés par l'administration du président Jimmy Carter après la pression des forces internationales et portoricaines. Malheureusement, Cordero, libéré en 1977 pour raisons de santé, est décédé d'un cancer en 1979 avant la libération de ses compagnons.

Les FALN n'ont pas seulement entrepris une lutte armée pour faire pression sur les États-Unis afin qu'ils libèrent nos héros ; Ils ont également utilisé les tactiques stratégiques militaires proposées par Lénine, Mao Zedong, Hô Chi Minh et d'autres pour frapper là où l'impérialisme yankee était faible et là où il utilisait Porto Rico pour s'enrichir. Il a également frappé les forces de police pour inciter la diaspora portoricaine aux États-Unis à se joindre à la lutte pour la libération de Porto Rico.

Les FALN n'étaient pas seulement une organisation militaire, mais soutenaient fortement d'autres formes d'organisation et de mouvement pour libérer Porto Rico, par exemple l'éducation politique, les réunions et le recours à la grève générale en combinaison avec de nombreuses tactiques différentes.

Le mouvement portoricain s'est inspiré des révolutions russe, cubaine, chinoise et vietnamienne. Les FALN ont publié à plusieurs reprises des documents soutenant la révolution cubaine.

Nous devons également reconnaître la frappe de représailles lancée par les FALN le 11 décembre 1974 contre la police violente et raciste de New York. C'était une réponse au meurtre de Martín « Tito » Pérez par la police de New York et à l'oppression raciste de la police de New York contre la jeunesse portoricaine et noire. Les FALN ont bien fait de riposter alors que beaucoup avaient peur de le faire.

Le FALN a parlé de l'oppression raciste des Indiens – Amérindiens et Indiens des Caraïbes – aux États-Unis et à Porto Rico.

Le mouvement armé des Portoricains contre la suprématie blanche, le nationalisme impérialiste américain et le colonialisme est peut-être l'un des mouvements les plus importants aux États-Unis et dans les pays qu'ils occupent.

Même si l'on peut affirmer que les États-Unis ne sont pas encore préparés à une bataille armée, les FALN ont démontré la lourdeur et l'importance de tenter de frapper la suprématie blanche, même lorsqu'elles sont en infériorité numérique ou même seules.

Le Parti Mondial des Travailleurs n'impose pas sa volonté aux peuples opprimés, nous ne forcerons pas les autres mouvements opprimés à prendre les armes - ou non - mais nous soutenons toute tactique que les opprimés peuvent utiliser pour contre-attaquer. Vive le Parti nationaliste de Porto Rico ! Vive le mouvement armé révolutionnaire de Porto Rico ! Réveillez-vous Boricua, défendez le vôtre ! Bâtissons un monde du travail !

Mundo Obrero
9 Decembre 2024



FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Paulette Nardal, pionnière méconnue de la négritude



La statue de Paulette Nardal, exposée lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques Crédit : Pierrick Courbon

Par Tanella Boni*

L'histoire a retenu les « pères » de la négritude : Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et Léon Gontran Damas. C'était oublier le rôle fondamental de Paulette Nardal et de ses sœurs dans l'émergence de la pensée noire francophone.

La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris lui aura offert une exposition inédite. Ce 26 juillet 2024, la statue de Paulette Nardal a émergé des eaux de la Seine, seule femme noire parmi ces dix « femmes en or » debout, reconnues par la France sous les yeux du monde entier. L'intellectuelle martiniquaise, au rôle déterminant dans l'histoire de la pensée noire francophone, a pourtant longtemps été oubliée.

Durant des décennies, les historiographes de la négritude ont mis en lumière les « pères » de ce mouvement littéraire, philosophique, esthétique et politique porté par trois étudiants noirs qui, dans les années 1930, s'étaient rencontrés à Paris : Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor et Léon-Gontran Damas. Dans le tome 3 de ses essais intitulés Liberté, Senghor renvoyait à cette définition de la négritude d'après Césaire : « la simple reconnaissance du fait d'être noir, et l'acceptation de ce fait, de notre destin de noir, de notre histoire et de notre culture ».

Ainsi, l'importance de Paule dite Paulette Nardal (1896-1985) dans l'émergence de ce mouvement a été éclipsée. Journaliste et femme de lettres, fondatrice, avec d'autres de La Revue du monde noir, elle a animé avec ses sœurs, à l'entre-deux-guerres, un salon littéraire qui a vu défiler, à Clamart, au sud de Paris, toute l'intelligentsia noire installée ou de passage dans la capitale.

Parfois, on se contentait de l'appeler « la marraine de la négritude » d'après l'expression de l'écrivain martiniquais Joseph Zobel, comme si ses sœurs – Paulette est l'aînée de sept – et elles n'avaient joué qu'un rôle de lointaines inspiratrices.

Pourtant, elles écrivaient, discutaient, traduisaient, établissant des ponts entre intellectuels anglophones et francophones dès les années 1920. Les sœurs Nardal, et Paulette en particulier, étaient à la fois des femmes d'action et des penseuses, des battantes pour la « cause noire ».

Première femme noire diplômée d'anglais à la Sorbonne

Paulette Nardal est née le 12 octobre 1896, à la Martinique, dans une famille bourgeoise. Naîtront ensuite six filles (Émilie, Alice, Jane, Cécile, Lucie et Andrée), toutes éduquées dans l'amour des lettres « latines » et de la musique. Son père, Paul Nardal, fils d'esclaves, est le premier Martiniquais ingénieur des ponts et chaussées ; sa mère, Louise Achille, est institutrice et professeur de musique. Paulette Nardal sera elle-même institutrice, avant de gagner Paris, en 1920, à l'âge de 24 ans. Elle s'inscrit à la Sorbonne avec sa sœur Jane et y poursuit des études d'anglais.

Première femme noire diplômée en anglais de la Sorbonne, elle travaille pour son mémoire de fin d'études sur l'écrivaine américaine abolitionniste Harriet Beecher Stowe, autrice de La case de l'oncle Tom.

Dès son arrivée en métropole, elle est témoin de l'effervescence autour de Batouala, roman du Martiniquais René Maran, premier livre d'un Noir couronné par le prix Goncourt en 1921. Elle observe la vie quotidienne à Paris, ville bouillonnante dans l'entre-deux-guerres, où l'on croise des soldats noirs démobilisés, où les « bals nègres » sont à la mode, où de nombreux intellectuels et artistes noirs évoluent – Joséphine Baker triomphe sur scène.

Paris est alors un carrefour. Les Afro-Américains, les Antillais et les Africains, d'abord méfiants les uns à l'égard des autres, y découvrent leur commune appartenance à une « race » avec, cependant, des différences culturelles notables.

Au salon de Clamart, débats et mises en réseau

Il faut souligner l'importance du salon de Clamart, où elle reçoit tous les dimanches avec ses sœurs Jane et Andrée entre la fin des années 20 et le début des années 30. C'est le moment où les trois sœurs ont joué pleinement leur rôle de traductrice et ont participé activement à la mise en réseau des intellectuels noirs, d'où qu'ils viennent. Si Aimé Césaire avoue y passer rarement, on y croise plus fréquemment Léopold Sédar Senghor.

Elles débattent et créent des passerelles entre anglophones de passage à Paris (intellectuels, poètes, artistes américains et de toutes les diasporas africaines) et francophones, quelles que soient leurs origines et fonctions, conscients de leur appartenance commune à la « condition noire ». Outre René Maran, on y croise les écrivains américains Alain Locke, auteur du manifeste « The New Negro » et Claude McKay, la sculptrice Augusta Savage… On s'y fait écho du « Harlem Renaissance », un mouvement afro-américain porté par les intellectuels et artistes noirs outre-Atlantique, qui a inspiré celui de la négritude.

L'intellectuelle est aussi journaliste : pour La Dépêche africaine (1928-1932), où sa sœur Jane publie également, pour La revue du Monde noir qu'elle a créé (1931-1932) avec Léo Sajous et René Maran et plus tard pour L'Etudiant noir (créé par Aimé Césaire en 1935, dont il n'y eut que deux numéros). En témoin de son temps, elle donne son opinion sur les différentes formes de colonisations : celle des Français, qui selon elle civilise et éduque, lui semble plus douce. Plus tard, en 1935, elle prendra position contre l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie de Mussolini.

En tout, Paulette Nardal écrit une dizaine d'articles dans La Dépêche africaine (organe du « Comité de défense de la race nègre », fondé par le Guadeloupéen Maurice Satineau en 1928). Pour La revue du monde noir, parution bilingue anglais-français dont elle est secrétaire de rédaction, elle traduit tous les textes. Ses sœurs Jane et Andrée y contribuent, ainsi que son cousin Louis Thomas Achille.

Dans l'éditorial de La Revue du monde noir de 1931, le cap est clairement fixé : *« Créer entre les Noirs du monde entier, sans distinction de nationalité, un lien intellectuel et moral qui leur permette de se mieux connaître, de s'aimer fraternellement, de défendre plus efficacement leurs intérêts collectifs et d'illustrer leur Race, tel est le triple but que poursuivra "La revue du monde noir". »*

Dans le dernier numéro de la même revue, en 1932, elle publie un texte qui fera date : « Éveil de la conscience de race ». Il s'agit pour elle de redonner aux Noirs la fierté d'être des Noirs. Paulette Nardal fut aussi assistante parlementaire, auprès du député martiniquais Joseph Lagrosillière ou du député du Sénégal Galandou Ndiaye, à partir de 1934.

En 1939, elle se trouve sur le bateau Bretagne quand celui-ci est torpillé par les Allemands. Sauvée de justesse, elle gardera à vie des séquelles. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle regagne la Martinique où elle encourage les femmes à exercer leur droit de vote acquis en avril 1944. Elle occupera, un bref moment, un poste à l'ONU.

En Martinique, elle publie dans le mensuel La femme dans la cité, qu'elle a créé et qu'elle dirige entre 1945 et 1951, dans lequel elle défend toujours la cause des femmes. Elle accorde ainsi une grande importance à l'éducation et aux droits des Martiniquaises et écrit un rapport officiel sur le féminisme dans les colonies (1944-1946). En 1954 elle fonde une chorale, « La joie de chanter », où les choristes interprètent des negro spirituals.

Sa vie durant, Paulette Nardal a vécu en femme indépendante, ne reculant devant aucune difficulté, même si ses positions politiques furent parfois incomprises ou jugées ambiguës à l'égard de la colonisation française, parce qu'elle aimait la France, sa culture et l'accueil qu'elle réservait aux Noirs. Elle était catholique et ne remettait pas en cause l'idée de la civilisation liée à celle de la colonisation. Vu ses positions réformistes modérées, on a pu dire qu'elle défendait une « négritude de droite ».

« Nous avons balisé la piste pour les hommes »

Toujours solidaire des femmes et prenant fait et cause pour la « négritude », elle avait l'impression d'avoir été dépossédée de la « maternité » d'une pensée qu'elle forgeait théoriquement et pratiquement depuis les années 1920. Elle le dit clairement, par exemple dans une lettre de 1963, adressée au biographe de Senghor Jacques Louis Hymans, « où elle exprime son amertume – et celle de ses sœurs – d'avoir été spoliées par Césaire, Damas et Senghor », relève Cécile Bertin-Élisabeth : « Césaire et Senghor ont repris les idées que nous avions brandies et les ont exprimées avec beaucoup plus d'étincelle. Nous n'étions que des femmes. Nous avons balisé la piste pour les hommes »

Dans l'histoire des idées, la « domination masculine » est bien présente : le rôle des penseuses est souvent passé sous silence, comme le montre Eve Gianoncelli dans une thèse soutenue en 2016, qui s'appuie notamment sur suite à la page(16)

Hommage à Issa Ndiaye militant de la gauche révolutionnaire malienne



Le Professeur Issa N'Diaye : Une vie d'engagement au service de la science et de la société

Par Diagne Fodé Roland

Sa courageuse lutte n'a finalement pas vaincu la sale maladie, notre camarade Issa Ndiaye est décédé.

Ferñent, journal communiste, anti-impérialiste, panafricain, internationaliste du Sénégal a fait la connaissance de Issa Ndiaye militant de gauche révolutionnaire par l'entremise de feu Momo Tabouré de Sanfin/La Nuée du Mali, journal communiste, ouvrier des classes populaires.

Il nous avait raconté ces moments de collaboration avec Sanfin frère jumeau malien de Ferñent, ce dont il a référé dans sa son texte intitulé « *La gauche révolutionnaire en Afrique Subsaharienne : le cas du Mali* ».

En 2012, contre le massacre de soldats maliens à Aguelkokh, les épouses des soldats avaient manifesté contre l'impuissance du gouvernement ATT, ce qui a culminé en coup d'état de Aya Sanogo soutenu par le MP22 et la COPAM qui rassemblaient les partis, notamment de gauche, syndicats et société civile maliens. Des armes achetées par le Mali pour lutter contre le terrorisme avaient été bloquées aux ports des pays de la CEDEAO, dont Dakar avait-on appris.

Sollicité par Ferñent, Issa Ndiaye et Oumar Mariko se sont rendus à Dakar rencontrer des syndicats, des partis et le Ministre d'État Amath Dansokho pour demander la levée de l'Embargo françafricain de la CEDEAO contre le Mali alors que Kidal et une bonne partie du territoire était entre les mains des terroristes. Cette visite se solda par l'organisation d'une manifestation pour la paix et la solidarité avec le peuple malien à Dakar.

Issa Ndiaye a été ministre dans le premier gouvernement de la révolution inachevée du 26 mars 91 qui a renversé l'autocratie militariste fasciste assassin du père du Mali indépendant Modibo Keita. Il s'était engagé dans le parti ADEMA, dont l'origine historique se trouvait dans la gauche de l'US-RDA et le Parti Malien du Travail (PMT) dont notre camarade Mohamed Tabouré a été une des principales figures dirigeantes avant de créer Sur la Voie du Bolchevisme puis Sanfin/La Nuée.

Dans le sillage de Sanfin, Issa avec d'autres de la gauche malienne sont entrés en résistance contre le choléra du « there is no alternativ au libéralisme » qui gagnait la gauche en analysant et en dénonçant le cancer généralisé de la corruption et de l'embourgeoisement des dirigeants de la gauche à l'épreuve du pouvoir néocolonial au Mali.

Ainsi il a produit les ouvrages que sont « Silence, on démocratise – Le festival des brigands : démocratie et fractures sociales au Mali » (tome 1et tome 2) et « La guerre des fous d'Allah et des fous du Capital contre les peuples du Mali, d'Afrique et du Monde ».

Issa nous avait dit l'an dernier travailler avec d'autres de la gauche résistante du Mali à un texte-plateforme pour faire jonction avec l'actuelle rébellion souverainiste de la jeunesse malienne. La maladie l'en aura empêché mais nous espérons que les camarades qui y travaillaient avec lui vont le parachever.

Quelle est la place et le rôle dans l'histoire des luttes de nos peuples d'Afrique des résistants de la gauche communiste à l'instar de : - Mohamed Tabouré de Sanfin, Victor Sy, Amadou Djikoroni, Issa Ndiaye, etc. et d'autres vivants au Mali ? - Birane Gaye et Assane Samb de Ferñent, Seydou Cissokho, Moussa Diop Jileen, Ndongo Diagne, Moctar Fofana Niang, Gormack Thiam, Sadio Camara, Bara Goudiaby, etc. et d'autres vivants au Sénégal ?

Leur place et rôle doivent être résumés ainsi : C'est la génération issue de la défaite de la première phase de libération nationale panafricaine anti-impérialiste a eu pour tâche de résister idéologiquement et politiquement à la déferlante des reniements, des capitulations et a ainsi préparé l'actuelle seconde phase de l'indépendance souverainiste panafricaine de l'Afrique. Nous disons de l'Afrique parce que dans chacun de nos pays, des militants de cette génération intermédiaire ont existé et continuent le combat.

Toutes nos condoléances à leurs familles éplorées et aux camarades de cette génération encore en vie.

Issa, repose en paix parce que nous n'abandonnons pas, nous continuons la lutte.

Fernent 1er décembre 24

États-Unis, Arrêtez les déportations massives MAINTENANT



Par Jhon Sánchez*

À ce stade, je ne veux pas me concentrer à nouveau sur qui est à blâmer pour l'élection tragique de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Alors que les politiciens débattent maintenant de la manière de réaligner leurs plateformes idéologiques, la communauté immigrée doit se préparer à se défendre. Beaucoup pensent que la promesse de Trump d'expulser 20 millions de personnes est, comme beaucoup de ses promesses, insoutenable. Il est vrai qu'une déportation massive se heurtera à des obstacles importants. Mais considérez ce qui suit :

Premièrement, parmi toutes les promesses faites par Donald Trump, l'expulsion est la plus tangible. Il ne peut pas réparer l'économie. Les économistes ont déclaré que ses tarifs douaniers augmenteront probablement l'inflation. Il n'apportera pas la paix au Moyen-Orient ; au lieu de cela, il donnera un chèque en blanc à Netanyahou pour faire ce qu'il veut à Gaza et au Liban. Il n'arrêtera pas les inondations, les ouragans ou les incendies de forêt, même si beaucoup le considèrent comme un messie. Au contraire, ses politiques risquent d'aggraver les problèmes liés au changement climatique. Mais il y a une chose qu'il peut faire : faire de la communauté immigrée le bouc émissaire de tous les problèmes auxquels les États-Unis sont confrontés. Rediriger la colère et la frustration causées par ses futures politiques est sa meilleure chance de justifier son élection. Cela ne mettra pas du pain sur la table, mais lorsque votre voisin sera détenu dans un centre d'immigration, il semblera qu'une promesse a été tenue.

Deuxièmement, les États-Unis ont déjà agi de la sorte – deux fois, en fait. Eisenhower a orchestré l'opération Wetback, une opération de type militaire qui a déporté plus d'un million de personnes entre le 9 juin et le 18 septembre 1955. Auparavant, pendant la Grande Dépression, il y avait eu le Rapatriement mexicain, qui avait expulsé environ 2 millions de personnes. Cette opération a été menée par les autorités locales et les entités privées, tandis que le gouvernement fédéral fermait les yeux. Beaucoup diront que c'était dans les années 1930 et que cela ne se reproduira plus. Mais n'oubliez pas que le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a signé un projet de loi faisant de l'immigration illégale un crime d'État. N'oublions pas une autre promesse de Trump : «Nous allons rendre à notre police ses pouvoirs et lui accorder l'immunité contre les poursuites judiciaires.» De plus, la promesse de mettre fin aux villes sanctuaires, où les policiers ne peuvent pas dénoncer quelqu'un aux autorités de l'immigration, ouvre davantage la voie aux déportations massives. Dans ce cas, si un policier décide d'expulser quelqu'un à sa guise, sera-t-il tenu pour responsable ou puni? Tout comme lors des rapatriements des années 1930, la réponse est non. Le mouvement anti-immigration a maintenant un président élu prêt à créer le cadre juridique permettant à la police, aux autorités locales et peut-être même à l'armée d'expulser des personnes dans le meilleur style d'Eisenhower.

Nous ne pouvons pas accepter que nos amis, nos maris, nos femmes, nos parents, nos enfants, nos employés, nos employeurs et nos étudiants nous soient enlevés. Nous ne pouvons pas permettre que nos vies soient déchirées. Nous devons défendre notre peuple. Pour beaucoup, l'expulsion est une condamnation à mort. L'administration Biden a déjà renvoyé plusieurs vols d'Haïtiens en enfer. Port-au-Prince est aux mains des gangs et le gouvernement haïtien ne peut pas protéger ceux qui arrivent sans rien. Il semble que le Premier ministre Garry Conille se contente d'accueillir ses citoyens pour les jeter en pâture aux gangs voraces qui, comme une meute de chiens affamés, les mettront en pièces. Cela se produit parce que nous le permettons. Le gouvernement haïtien n'est pas obligé de coopérer aux déportations. Haïti pourrait simplement refuser d'accueillir ses citoyens. Aucun gouvernement n'est obligé de participer au plan diabolique de Trump visant à déporter 20 millions de personnes.

Au cours de la première administration de Trump, nous avons appris qu'il n'a aucun respect pour le droit international ; nous avons vu qu'il n'a aucune considération pour les droits humains; nous avons été témoins de son manque de compassion, même élémentaire. Faire appel à ces valeurs maintenant est une perte de temps. Nous devons tout mettre en œuvre pour rendre ses projets impossibles. En tant que citoyens du Brésil, du Mexique, du Venezuela, de la Colombie, du Guatemala et d'Haïti, nous devons exiger de nos gouvernements qu'ils refusent de coopérer avec le plan de déportation de Trump.

Les conséquences économiques et sociales de l'accueil de centaines de milliers d'expulsés sont dévastatrices. De nombreuses personnes expulsées font vivre leur famille dans leur pays d'origine. Elles retourneront sans emploi dans des pays où des familles affamées les attendent. Et si elles n'ont pas de famille, nos pays seront confrontés à des problèmes supplémentaires tels que le logement et les soins de santé. Ceci est valable pour les adultes. Imaginez maintenant qu'un enfant – ou des milliers d'enfants – soient expulsés.

Si des millions sont expulsés, imaginez l'explosion de la criminalité. Il serait imprudent d'accepter des centaines de milliers de personnes sans leur offrir des conditions de vie décentes, sans leur offrir d'avenir, sachant ce qui s'est passé avec les Maras. Dans les années 1990, la répression des gangs à Los Angeles et l'expulsion de leurs membres vers le Salvador ont donné naissance au MS-13 et aux gangs de la 18e rue, par exemple.

Nous devons lancer une campagne pour faire pression sur nos gouvernements afin qu'ils mettent un terme aux déportations et pour que l'administration Biden obtienne autant de protections que possible avant l'entrée en fonction de Trump en janvier. Il est temps d'agir.

Nous ne pouvons pas attendre qu'une miette de compassion tombe de la Maison Blanche de Donald Trump. Il prendra plaisir à son banquet, et vous ne serez pas invités – au lieu de cela, votre pain sera retiré. Nous ne pouvons pas compter sur des actes de bonté aléatoires de sa part, ni sur des miracles de la part de Dieu. De nombreux électeurs pensent que c'est Dieu qui a fait pencher la balance en faveur de Trump. Pour eux, vous êtes le diable et il est le Messie. Réfléchissez au camp que prendra votre église. Le pasteur qui est censé prier pour vous, mais qui a voté pour Donald Trump, a voté ainsi pour que vous puissiez être expulsé avec des millions de sans-papiers.

Préparez-vous au pire : économisez de l'argent, organisez vos voisins, cherchez des alliés, écrivez des lettres et des pétitions à nos gouvernements et à l'administration Biden, apprenez à vous mettre à l'abri de l'expulsion, restez informé – mais surtout, levez le poing et soyez prêt. Vous n'avez plus rien à perdre.

Jhon Sánchez : Né en Colombie, M. Sánchez est arrivé à New York pour demander l'asile politique, où il est maintenant avocat. Ses nouvelles sont disponibles dans Midway Journal, The Meadow, Newfound, Fiction on the Web, entre autres. En février 2020, Teleport a publié sa nouvelle 'Handy'. The DeDramafi a été publiée sur The Write Launch, et Storylandia la réimprimera dans le numéro 36. Il a reçu le prix de la Horned Dorset Colony en 2018 et le Programme de Résidence d'Artiste de Byrdcliffe en 2019. En 2021, New Lit Salon Press publiera sa collection Enjoy Pleasurable Death and Other Stories that Will Kill You. Pour les mises à jour, veuillez visiter la page Facebook @WriterJhon

Pressenza 12 Novembre 2024
Traduit de l'anglais par Evelyn Tischer
Pressenza 07 Décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public accueille l'action du demandeur le sieur Macdonal MARDY, en la forme, maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt neuf Novembre deux mille Vingt quatre contre la dame Juliette Lazare MARDY née Juliette Lazare. Admet le divorce des époux Macdonal MARDY pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusifs de l'époux: ordonne à l'officier de l'état Civil de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont in extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peines de dommages intérêts envers les tiers; Compense les dépens vu là qualité des parties. Commet l'huissier THIEN-CEY FRANÇOIS pour la signification du présent jugement
Rendu de Nous Me. Nelson CILIUS, Juge au Tribunal de Première Instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile, ordinaire et publique du vendredi neuf novembre deux mille vingt-quatre en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Me, Enide LEGERME faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Mozart TASSY Greffier du siège
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu et sur les conclusions conformes du ministère public accueille l'action du demandeur, la dame Marco Emilio Monterroso née Edwardina Esperanza Lopez, en la forme maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi Neuf Novembre deux mille vingt quatre contre le sieur Marco Emilio Monterroso; Admet le divorce de l'épouse Edwardina Esperanza Lopez Monterroso pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien.
Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux aux torts exclusifs de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet : Compense les dépens vu la qualité des parties ; Commet l'huissier THIEN-CEY FRANÇOIS pour la signification du présent jugement
Rendu de Nous, NELSON CILIUS,Juge Juge au Tribunal de Première Instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile publique et ordinaire du vendredi Neuf Novembre deux mille vingt-quatre ,en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Me. Enide LEGERME faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance MOZART TASSY Greffier du siège
Il est ordonné...etc..
En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Michel DAVID d'avec son épouse Guerda CHATAILLE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du trois Mars deux mille vingt-deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY
Il est ordonné..etc...
En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Climps BERNARD à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce de la dame Sherley DEVILME d'avec son époux Climps BERNARD pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du seize mars deux mille vingt-trois, en présence de Me Maudelair BARTHELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.
Il est ordonné..etc..
En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Après examen, le Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Melinise THEODORE contre son époux, Lionel SAINT-FELIX, pour incompatibilité de caractères : Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'état Civil de Saint-Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peines de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Murat Pierre pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel Zéphir Av, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date de seize Mars deux mille vingt et un, en présence de Me Vanna Mané av, substitut commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean-Claude Novembre

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée. Pour le déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JEAN WESLEY GUERRIER, d'avec son épouse née VIRIA POLYNICE pour injures graves et aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi treize Juin deux mille vingt-quatre, en présence de Me Dominique Noel Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée. Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame DIDEROT LAMOUR, née MARIE EDWIDGE BAZILE
JEAN LOUIS, d'avec son époux DIDEROT LAMOUR pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi treize Juin deux mille vingt-quatre, en présence de Me DOMINIQUE NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, ADMET en conséquence le divorce de la dame JEAN ABNER ORELUS née MARIE CAROLE ST JUSTE, d'avec son époux JEAN ABNER ORELUS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi treize Juin deux mille vingt-quatre, en présence de Me Dominique NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège
Il est ordonné...etc..
En foi de quoi...etc…

Postes Canada en guerre contre ses travailleurs : comment gagner?



Postes Canada en grève

Il est impératif d'étendre le mouvement.

Deux semaines de grève, deux semaines de coups bas de la part de Postes Canada. En plein conflit, l'employeur a licencié des travailleurs, ce qui est illégal. Il a aussi suspendu les avantages sociaux de ses travailleurs. Le but est évident : démoraliser les travailleurs pour les amener à ramper jusqu'au travail.

La semaine dernière, la CBC (dans un rare article qui expose les patrons) rapportait les conséquences de cette punition odieuse : un travailleur atteint du cancer doit payer 2000 dollars par jour pour ses traitements.

Pendant ce temps, c'est le point mort à la table de négos. Les deux parties sont loin d'une entente, et pour cause. Les travailleurs luttent pour maintenir de bons emplois, tandis que les patrons visent à implanter des conditions similaires aux pauvres travailleurs de chez Amazon. Il n'y a pas de compromis possible sans que les travailleurs perdent massivement au change.

Sur les piquets

Les camarades du Parti communiste révolutionnaire sont allés sur les piquets de Vancouver, Montréal, Edmonton, Calgary, Toronto et ailleurs. Tous les travailleurs comprennent que cette grève est un tournant. Soit ils repoussent l'offensive de la direction, soit c'est un pas décisif dans la course vers le bas.

Le message de la direction, auquel tous les médias sans exception font écho, est que Postes Canada perd de l'argent et qu'il n'y a d'autres choix que de « flexibiliser » le travail pour concurrencer les Amazon de ce monde. Ils accusent les travailleurs de ne pas vouloir aider à « moderniser » les postes.

Ces arguments patronaux n'ont rien de nouveau. Chaque fois que les travailleurs entrent en grève, ils sont dépeints comme des bébés gâtés qui se foutent de la qualité des services qu'ils offrent. Mais la réalité est que ce sont les patrons qui gèrent les postes de manière broche à foin.

Sur les piquets, les travailleurs nous ont parlé de la stupidité de la direction, qui complique inutilement le travail des facteurs et fait gonfler les coûts. Par exemple, un travailleur à Vancouver nous a parlé du système de « séparation du tri et de la livraison » mis en place par les patrons.

Il nous a expliqué que ce système est un « pur enfer » et « une perte de temps complète ». Non seulement il impose une énorme charge à une ou une poignée de personne devant s'occuper du tri, mais les facteurs qui par le passé faisaient le tri en fonction de leur propres routes et selon leur propre système sont maintenant pris à refaire le tri déjà fait. Comme nous l'a expliqué un travailleur du centre international de South Burnaby, dès qu'ils ont assez d'ancienneté pour demander le transfert, les travailleurs demandent immédiatement à changer de poste pour être sortis des centres de séparation du tri et de la livraison. Cela démontre bien que ce sont les travailleurs qui devraient avoir le contrôle de leurs milieux de travail, et non les patrons incompétents.

Partout, les travailleurs parlent ouvertement de défier une éventuelle loi de retour au travail, si le fédéral devait en adopter une. Une capitaine de piquet à Toronto à qui nous avons demandé ce qui arriverait en cas de loi spéciale ou d'ordre de la sorte nous a répondu : « Nous ne retournerons pas au travail sans entente! »

Plus explicitement, le président local du STTP Ontario, Mark Platt, répondant à une question concernant l'idée de défier une loi spéciale, a dit : *« On peut totalement le faire. Le SCFP l'a fait en 2022 contre le gouvernement [de Doug] Ford qui avait utilisé la clause nonobstant contre eux […]. À mon avis, c'est le temps de défier la loi. Ils nous traitent comme des déchets […]. Comme on dit, "nous sommes passés de héros à zéro en deux ans" et nous devons nous assurer que toutes ces tactiques sournoises qu'ils ont utilisées contre nous ne se reproduisent pas. »* C'est exactement la perspective qu'il faut.

Construire un mouvement de masse

Cependant, la grève est maintenant vieille de deux semaines, et aucune résolution n'est en vue. Au-delà de défier un potentiel ordre de retour au travail, cela ne règle pas la question : comment gagner la grève?

L'humeur est au combat, mais jusqu'à présent, peu a été fait pour étendre la lutte. Il y a bien eu des actions locales, comme l'occupation du bureau d'une députée libérale à Vancouver, que nous avons appuyée. De même, à Calgary, après qu'un postier membre du PCR ait organisé un rassemblement avec ses collègues, la direction locale a maintenant appelé à un rassemblement officiel sur les piquets de grève le 4 décembre.

Ces actions vont dans la bonne direction. Mais il y a peu ou pas de coordination nationale ici. Des actions locales isolées sont insuffisantes : il est impératif d'étendre le mouvement.

Des manifestations de masse devraient être tenues dans chaque grande ville, et surtout, massivement publicisées avec l'aide de tous les autres syndicats. Au lieu d'actions isolées de petits groupes de travailleurs, la direction nationale pourrait par exemple appeler à occuper les bureaux libéraux en masse partout au pays. La grève doit être rendue incontournable. Elle doit se transformer en véritable mouvement de masse.

Les principales centrales syndicales doivent intervenir et mobiliser activement leurs membres pour aider à renforcer les piquets du STTP et les autres actions connexes. Dans certains endroits, Postes Canada utilise des briseurs de grève pour affaiblir celle-ci. La participation active d'autres travailleurs permettrait d'ériger de massifs piquets durs et ainsi de stopper les scabs. L'« Amazonisation » du travail ne s'arrêtera pas à Postes Canada. L'ensemble de la classe ouvrière a un intérêt dans cette lutte – et c'est ce qu'il faut expliquer.

Pour construire un véritable mouvement de masse autour de cette question, les idées jouent un rôle clé. La direction syndicale doit mener une guerre idéologique contre Postes Canada et le gouvernement. Elle doit crier sur tous les toits, par tous les moyens disponibles, la misère des travailleurs, les attaques des patrons, et expliquer comment une défaite du STTP nuira à l'ensemble du mouvement ouvrier. Il devrait utiliser ces rassemblements de masse pour transmettre ce message à des milliers de personnes.

Le STTP est historiquement l'un des syndicats les plus combatifs du pays. Une défaite de ces travailleurs aurait un impact négatif sur les autres syndicats. La classe capitaliste et son gouvernement se sentiraient en confiance pour attaquer les bonnes conditions de travail des autres.

La tactique de Postes Canada semble être de se croiser les bras et avoir les travailleurs à l'usure. La direction du STTP doit transformer cette grève en un véritable mouvement de masse qui ne peut être ignoré. Une victoire du STTP serait une victoire pour toute la classe ouvrière!

La Riposte Socialiste 4 décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame Lynda Jeanty MERISTIL née Lynda JEANTY, en la forme; Maintient le défaut faute de comparaitre octroyé en l'audience du jeudi vingt-huit Novembre deux mille vingt-quatre contre le sieur Stanley MERISTIL; Admet le divorce des époux Lynda JEANTY et Stanley MERISTIL pour injures graves et publiques fait prévu à l'article 217 du Code Civil Haïtien, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusifs de l'époux, Ordonne à l'officier de Taïfer, Commune de carrefour, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; Commet l'huissier Canal Gabriel, huissier en siège pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince en audience civile, publique et ordinaire du jeudi vingt-huit novembre deux mille vingt-quatre en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement
Me. Dominique NOEL faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi..etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, se déclare compétent en raison de la matière pour connaître de l'affaire parce que régulièrement en la forme juste et fondée en droit ; Déclare que les sieurs et dames Santo ANTOINE et Nadège LOUIS, Marie ISMELO et Maudeline JEAN occupent illégalement la maison de la requérante; Ordonne en conséquence leur déguerpissement ; accorde l'expulsion provisoire et sur minute de la décision nonobstant opposition, appel ou pourvoi en cassation ; Les condamne aux frais et dépens de l'instance ; Commet l'huissier Louis SUPRENA du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince pour la signification du jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous Mag. Patrick PINCHINAT, Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt et un (21) Août deux mille vingt quatre (2024), An 221eme de l 'indépendance avec Harold APOLLON, Greffier
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc...
Harold APOLLON, Greffier
Pour le cabinet Canal Justice
Me. Jean-Baptiste MEME, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur David Philippe DAZILE, la femme née Marie Méa Foodnerline MICHEL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens ; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi onze Mai deux mille vingt deux, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège Il est ordonné...etc...
En foi de quoi…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur, le sieur Stevehonson Bernatho EMILE en la forme maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience précitée contre la dame née Annie Farah JASMIN, admet en conséquence le divorce du sieur Stevehonson Bernatho EMILE d'avec son épouse Annie Farah JASMIN, pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé lesdits époux, aux torts exclusif de l'épouse; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; compense les dépens vu la qualité des parties ; Commet l'huissier Clerbrun Faure pour la signification du présent jugement ;
Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge au Tribunal de Première Instance du ressort de Port-au-Prince, en la chambre du conseil en audience publique et ordinaire du vendredi vingt-sept Septembre deux mille vingt-quatre en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me. Jean Claude JEAN ANTOINE, faisant office du Ministère
Public et avec l'assistance de Marie Yolande CADET ZETRENNE, Greffière du siège
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc…

AVIS

Il est porté à la connaissance du grand public que dans le Cadre du dossier opposant le sieur Pierre Junior BLAISE et la dame Pierre Junior BLAISE née Françoise Adleine LOUIS, le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu en audience publique de divorce du 17 Avril 2024 un jugement par défaut en faveur du sieur Pierre Junior BLAISE au tort de son épouse avec l'assistance de Junior THELEMAQUE, greffier et de Me Albert DARELUS sbt commissaire du Gouvernement.

Suite de la page (10)

devait rester vigilant et que le gouvernement devait être transparent.

En 1991, d'anciens leaders étudiants de gauche ont formé l'Organisation Révolutionnaire pour une Nouvelle Démocratie-Tarmouwa («étoile» en haoussa) ou ORDN-Tarmouwa. Cette organisation politique a joué un rôle fondamental dans les mouvements de masse contre la structure néocoloniale française et les gouvernements parasites qui l'ont permise. Mamane Sani Adamou, l'un des fondateurs de l'ORDN-Tarmouwa, a qualifié la période récente de second éveil pour le peuple nigérien. « *Nous vivons une révolution patriotique, une lutte pour une seconde indépendance* », a-t-il déclaré. Le peuple nigérien a besoin de souveraineté sur son système monétaire, sur sa production alimentaire et sur son agenda économique global. « *Nous devons adopter une nouvelle stratégie* », a-t-il déclaré. « *La différence aujourd'hui est que nous décidons par nous-mêmes. Nous ne recevons plus d'instructions de Paris. Nous prenons les instructions de chez nous* ».

Le mot primordial au Sahel est souveraineté. Si un pays dépendant comme le Sénégal ou le Niger lutte pour sa souveraineté, et s'il essaie d'approfondir sa souveraineté, il devra certainement déloger les tentacules de la structure néocoloniale. Il ne peut y avoir de souveraineté avec la structure néocoloniale en place. À ce stade, l'intervention impérialiste est inévitable. Comment les forces de la souveraineté feront face à une attaque impérialiste aiguë reste à voir. Lorsque les Français ont tenté d'intervenir contre ces coups d'État populaires par le biais des forces militaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2023, cette menace n'a fait qu'accélérer l'intégration du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans l'AES. Le premier test a été surmonté avec succès par les gouvernements issus des coups d'État populaires, qui ont refusé de se rendre à une intervention impérialiste. Pour intensifier la demande de souveraineté à travers une lutte contre le système impérialiste, comme le demandent l'ORDN-Tarmouwa et le M62, ces gouvernements devront nécessairement approfondir leur engagement à résoudre les problèmes sociaux.

Les «événements futurs» de Fanon sont maintenant notre présent. Tout comme l'attente d'Adamou Sékou de Sawaba, qui disait en 1958 : « *De Téra à N'guigmi, le refrain de l'indépendance doit avoir ses échos dans chaque village* ». L'indépendance, disait-il, « *c'est la fin du colonialisme arriéré, avec son économie de traite, ses dépossessions, ses injustices sociales. C'est la fin du calcul des valeurs basé sur la pigmentation des hommes. C'est la fin des préjugés. C'est la résurrection de notre peuple* ».

Chaleureusement,
Vijay

***Vijay Prashad** est un historien, éditeur et journaliste indien. Il est rédacteur et correspondant en chef de Globetrotter. Il est rédacteur en chef de LeftWord Books et directeur de Tricontinental: Institute for Social Research . Il est chercheur principal non résident à l'Institut Chongyang d'études financières de l'Université Renmin de Chine. Il a écrit plus de 20 livres, dont The Darker Nations et The Poorer Nations . Ses derniers livres sont Struggle Makes Us Human: Learning from Movements for Socialism et (avec Noam Chomsky) The Withdrawal: Iraq, Libya, Afghanistan, and the Fragility of US Power .

TriContinental 5 December 2024
Traduction Bernard Tornare 7 Décembre 2024

Suite de la page (13)

la trajectoire de Paulette Nardal.

Quand il s'agit de l'Afrique et de ses diasporas, cette tendance à l'invisibilisation des voix des femmes est encore plus flagrante – ce sont d'abord les hommes qui écrivent, conceptualisent, ont des préfaciers français (ce fut le cas des « pères » de la négritude).

Heureusement, le rôle de Paulette Nardal et de ses sœurs est mieux connu depuis quelques années grâce à de nouvelles recherches (des thèses), des films, une première biographie, un livre d'entretiens et bien d'autres publications.

La statue de Paulette Nardal est temporairement exposée dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale, aux côtés des autres « femmes en or ». Son châle semble se prolonger par de puissantes racines de fromager, arbre bien connu en Afrique et aux Antilles. Le début d'une mise en lumière officielle.

*Tanella Boni, Professeure émérite de philosophie, Université Félix Houphouët-Boigny. Cocody, Côte-d'Ivoire

*Cet article est publié en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie à l'occasion du XIXe sommet de la Francophonie qui s'est tenu les 4 et 5 octobre 2024 à Paris et Villers-Cotterêts.

The Conversation
29 Novembre 2024

Suite de la page (8)

secteur d'affaires et à l'élite économique du pays.

Une entité qui a toujours considéré Haïti comme étant un territoire de passage préférant investir son argent à l'étranger notamment en Floride et en République dominicaine. On sait aussi que depuis la fin de la dictature des Duvalier en 1986, le Secteur d'affaires en plus du pouvoir économique, détient aussi par procuration le pouvoir politique à travers des politiciens - Président, sénateur, député, maire - dont il finance les élections. Depuis l'élection de Jovenel Moïse que ce secteur avait financé dans l'esprit de garder intact la main mise sur l'administration publique, l'Etat et particulièrement le pouvoir politique, les dirigeants du secteur économique, avant de contribuer sans nul doute à son assassinat, cherchaient à prendre directement le contrôle du pays. Sous Ariel Henry, ils ont essayé ou commencé avec la désignation de Laurent Saint-Cyr, leur représentant officiel au Haut Conseil de Transition (HCT), un organisme politique dirigé par Mirlande Manigat. Ce machin sans aucun pouvoir réel créé par Ariel Henry et ses amis, histoire de conserver le plus longtemps la totalité du pouvoir. Toutefois, même sans pouvoir au HCT, le secteur d'affaires et économique gardait son objectif et ce, malgré l'échec prévisible de cette institution, il s'évertue à être représenté directement à la tête du pouvoir Exécutif.

Profitant de la confusion régnant au moment de la chute d'Ariel Henry, les différentes entités économiques et d'affaires - Groupe de Bourdon, Forum économique, Groupe Macaya - se sont arrangées pour avoir un des leurs au Conseil Présidentiel de Transition (CPT), toujours avec leur homme lige qu'est Laurent Saint-Cyr, ancien Président de l'Institut haïtiano-Américain à Port-au-Prince et de la Chambre du Commerce et de l'Industrie d'Haïti (CCIH), tout un symbole. En accédant au rang de Conseiller Présidentiel avec droit de vote, l'élite économique et d'affaires détenait enfin une des clés pour nommer celui qui dirigerait toute l'Administration publique haïtienne. Depuis le renversement du PM Ariel Henry, ce Secteur lorgnait déjà sur la Primature lorsqu'il lançait la candidature d'Alix Didier Fils-Aimé, il y a huit mois. Les membres du CPT, par crainte du « Blanc », étaient obligés d'avaler la couleuvre Conille qu'aucun ne voulait. Car, plusieurs d'entre eux, sinon tous les 9 membres, sont des créatures de ce condominium, même s'ils ont tous un parti ou une mouvance politique qui les avait désignés au CPT.

L'installation du nouveau Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé à la Primature

Des organisations, d'ailleurs, comme nous le disons plus haut, qui sont forcément logées, nourries, blanchies par l'une des branches de cette tentacule que sont ces secteurs dits économiques et d'affaires. La nomination de cet enfant de la classe économique n'est pas une surprise pour les observateurs politiques haïtiens. Cette nomination est la conclusion logique de ce cheminement commencé il y a déjà près de quatre décennies, c'est-à-dire depuis 1986. C'est pourquoi certains doutent que ce monsieur du sérail est l'homme du moment ou de la situation. Plus qu'un pion qui apporterait sur un plateau le peu qui restait de l'Etat haïtien à ses amis ou à son secteur. Enfin, une semaine après son installation à la Primature, le samedi 16 novembre 2024, Alix Didier Fils-Aimé présentait le nouveau cabinet ministériel à la presse et à la nation. Un gouvernement composé de 21 membres dont un Secrétaire d'État chargé des Collectivités Territoriales qui était demandé par différents acteurs politiques.

Pour l'édification des lecteurs et pour l'histoire, nous publions *in extenso* la liste des récipiendaires. Paul Antoine Bien-Aimé, ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (nouveau) ; Patrick Pélissier, ministre de la Justice et de la Sécurité Publique (nouveau) ; Jean Harvel Victor Jean-Baptiste, ministre des Affaires Étrangères et des Culte (nouveau) ; Kathia Verdier, ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger (nouveau) ; Alfred Métellus, ministre de l'Économie et des Finances (nouveau) ; Duckenson Lorthe Blema, ministre de la Santé Publique et de la Population (nouveau) ; Pédrica Saint-Jean, ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme (nouveau) ; Patrick Delatour, ministre de la Culture et de la Communication (nouveau) ; Jean Michel Moïse, ministre de la Défense, (nouveau) ; Eriek Dessources, ministre du Tourisme (nouveau) ; Marie Ketleen Florestal, ministre de la Planification et de la Coopération Externe (Reconduite).

Vernet Joseph, ministre de l'Agriculture, des Ressources et Naturelles et du Développement Rural (reconduit) ; Raphaël Hosty, ministre des Travaux Publics, Transport et Communications (reconduit) ; James Monazard, ministre du Commerce et de l'Industrie (reconduit) ; Moïse Jean-Pierre Fils, ministre de l'Environnement (reconduit). Augustin Antoine, ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (reconduit) ; Georges Wilben Franck, ministre des Affaires Sociales et du Travail (reconduit) ; Niola Lynn Sarah Devalis Octavius, ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique ; (Reconduite) ; Patrick Sully W. Joseph, Secrétaire d'État aux Collectivités Territoriales (nouveau). Joseph André Gracien Jean, ministre chargé des questions électorales et constitutionnelles ; Herwil Gaspard, ministre de la Solidarité et des Affaires humanitaires. Avec ce nouveau gouvernement, l'élite économique et des affaires qui a déjà la classe politique dans sa poche remporte le jackpot. Alix Didier Fils-Aimé est l'aboutissement d'une démarche, d'une quête, d'une ambition, celle de l'accession au timon des affaires de la République d'une élite qui n'a jamais pensé pays, développement, éducation, santé, bref, l'avenir pour le plus grand nombre. Un clan pour lequel une seule chose compte, s'enrichir au profit d'une minorité et ce, depuis le parricide de 1806.

C.C

JJ's Fritaille
4021 Glenwood Road
(corner Albany Avenue)
Brooklyn, NY 11210



Open Monday to Thursday
2 pm to 10 pm
Friday and Saturday
2 pm to 11 pm
Sunday
Closed
347.636.2850



• Griot • Tassot
• Pwason
• Poul an sòs
• Coffee/Tea
• Pastries
• Fresh Bread
• Haitian Patties
• Chocolat lakay

1407 Flatbush Ave.
(Corner Farragut) Brooklyn,
NY 347.240.1166

KATOU
RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn





2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100



8221 Flatlands Avenue
(b/t E. 82 & 83 St.)
718.975.7488



1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509

Ilham, le poète, libéré d'une prison turque

Par Jhon Sánchez

Ilham Sami Çomak est enfin libre après avoir passé 30 ans en prison. Accusé de terrorisme, ses poursuites ont été déclarées illégales par la Cour européenne des droits humains. Malgré cela, les appels d'Ilham ont été rejetés à plusieurs reprises, et même sa demande de libération conditionnelle a été rejetée en août dernier par la commission de libération conditionnelle de la prison de Marmara à Istanbul. Ce n'est que le 26 novembre 2024 qu'un tribunal turc a finalement ordonné sa libération.

Aujourd'hui âgé de 51 ans, Ilham n'avait que 21 ans lorsqu'il a été incarcéré. Pendant son incarcération, il a écrit huit recueils de poésie et reçu des prix prestigieux, notamment le prix de poésie Sennur Sezer en 2019 et le prix de la liberté d'expression de l'Union des écrivains norvégiens en 2022. Sa poésie, riche des thèmes de la mémoire, de la famille et d'un lien profond avec la nature, révèle la résilience de l'esprit humain et le pouvoir de la beauté de perdurer même dans les moments les plus sombres.

Caroline Stockford, conseillère de PEN Norvège pour la Turquie et traductrice d'Ilham, a exprimé sa joie à la suite de sa libération : « Nous sommes très heureux de le voir retrouver sa liberté, sa famille et ses amis. Ilham est un grand poète qui a subi une injustice encore plus grande, et nous sommes ravis qu'il puisse enfin jouir de la liberté ».

Au début de l'année, à l'occasion de son anniversaire, Ilham avait partagé un message sincère : « Chers amis, je laisserai bientôt derrière moi 30 ans d'emprisonnement, et je ne tarderai pas à sortir. Ce sera le dernier anniversaire que je vivrai en prison. La liberté est vraiment très proche maintenant – si proche que j'ai commencé à presque la sentir comme si elle était juste à côté de moi ».


Le poète kurde Ilhan Sami Çomak, 51 ans, a été libéré la semaine dernière après avoir passé 30 ans en prison.

Pressenza, qui a soutenu la campagne pour la liberté d'Ilham depuis 2020, se joint à la célébration de sa libération. Nous espérons rencontrer bientôt Ilham, l'interviewer non pas derrière les murs de la prison, mais n'importe où dans le monde où ses mots peuvent résonner librement. Puisse sa poésie continuer à toucher les cœurs partout dans le monde et à célébrer le triomphe de la liberté.

Pressenza 05 Décembre 2024

La Namibie dans la stabilité et le soutien au monde multipolaire

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

L'élection de Netumbo Nandi-Ndaitwah à la tête de l'État namibien marque une page importante de l'histoire du pays, tout en maintenant la stabilité du système politique dans un pays qui, à la différence de certains autres, n'oublie pas ses véritables alliés.

Netumbo Nandi-Ndaitwah, ayant déjà occupé de nombreux hauts postes en République de Namibie, dont ceux de ministre de l'Environnement et du Tourisme, des Relations internationales et de la Coopération, vice-Première ministre et vice-présidente, est désormais la cinquième présidente de la Namibie et la première femme à occuper cette fonction dans le pays.

La biographie de la cheffe d'État namibienne est d'autant plus intéressante qu'elle était engagée dans la lutte pour l'indépendance de son pays vis-à-vis du régime raciste d'apartheid sud-africain de l'époque. Engagée depuis 1966 aux côtés de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), mouvement de résistance pour l'indépendance de la Namibie à cette période et parti au pouvoir depuis l'obtention de l'indépendance nationale en 1990.

La présidente namibienne élue a par ailleurs étudié en Union soviétique, où elle a été diplômée en travail et pratique du mouvement de la jeunesse communiste, à l'École supérieure du Komsomol. À la mort du président Hage Geingob en février de cette année, Netumbo Nandi-Ndaitwah avait été nommée vice-présidente du pays jusqu'aux récentes élections présidentielles, qu'elle a remporté.

En termes de perspectives, il est évident que la Namibie depuis son accession à l'indépendance en 1990, n'a jamais oublié ses véritables alliés lui ayant accordé un soutien stratégique dans la lutte pour la liberté vis-à-vis du néocolonialisme occidental. Notamment de la part de l'URSS et de Cuba. De manière générale, la SWAPO fait partie de ces grandes organisations de la partie sud du continent africain ayant lutté contre le colonialisme et le néocolonialisme en Afrique. À l'instar notamment de l'ANC en Afrique du Sud, le MPLA en Angola, le FRELIMO au Mozambique ou le ZANU-PF au Zimbabwe.


Netumbo Nandi-Ndaitwah est désormais la cinquième présidente de la Namibie et la première femme à occuper cette fonction dans le pays.

Ceci étant dit et si dans le cas de la Namibie et des plusieurs autres pays cités de la région, les pouvoirs maintiennent un positionnement ouvertement souverainiste, panafricain et pro-multipolaire, le cas de l'Angola aujourd'hui fait par contre poser nombre de questions sur les motivations de l'actuelle administration angolaise, de plus en plus orientée sur Washington et les régimes occidentaux.

En effet, l'actuel pouvoir à Luanda, à la différence justement de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et du Mozambique, semble avoir oublié qui a joué un rôle clé dans l'obtention de l'indépendance et de la véritable liberté de l'Angola, pour en faire un pays stable, indépendant et sur de nombreuses orientations prospère. Dans tous les cas, cela ne s'applique certainement pas à la Namibie qui fort vraisemblablement continuera à jouer un rôle constructif et positif dans les affaires régionales, continentales et internationales aux côtés de ses principaux alliés et partenaires.

Le continent africain continue aujourd'hui à se libérer des vestiges du néocolonialisme occidental, un néocolonialisme caractérisé par l'extrême arrogance, l'hypocrisie et une posture criminelle. Les événements en terre africaine confirment chaque jour un peu plus que l'Afrique est et sera un acteur majeur de l'ordre mondial multipolaire qui continue à s'imposer. Et la Namibie fait partie des pays africains qui jouent un rôle important dans la promotion de l'ère multipolaire.

Observateur Continental 6 Décembre 2024

Le commandant de l'armée syrienne annonce la fin du gouvernement Assad

Au moment où les groupes armés pénétraient dans la capitale Damas, le commandement de l'armée syrienne a informé ses officiers de la fin du gouvernement du président Bachar al-Assad, apprend-on auprès d'un officier.

L'officier, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a fait ces déclarations à Reuters dimanche après que des informations ont fait état du départ du président Assad de Damas vers une destination inconnue.

Les groupes armés ont également déclaré avoir pris le contrôle de la capitale, annonçant la chute du gouvernement Assad. Le Premier ministre syrien, Mohammad Ghazi Al-Jalali, s'est dit prêt à « la coopération » avec tout nouveau « leadership » choisi par le peuple, précisant qu'il serait dimanche matin dans ses bureaux au siège du gouvernement pour toute procédure de « passation » de pouvoir.

« Ce pays peut être un pays normal, construisant de bonnes relations avec ses voisins et avec le monde (…) mais cette question sera du ressort de tout leadership que choisira le peuple syrien, et nous sommes prêts à la coopération et à lui apporter toutes les facilités possibles », a dit le chef du gouvernement, dans une vidéo publiée sur son compte Facebook.


Le commandant de l'armée syrienne annonce la fin du gouvernement du président Bachar al-Assad. ©AFP

Après le départ de Bachar al-Assad, le chef de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), Abou Mohammad al-Jolani, a publié un message sur Telegram. « À toutes les forces militaires de la ville de Damas, il est strictement interdit de s'approcher des institutions publiques, qui resteront sous la supervision de l'ancien Premier ministre jusqu'à leur remise officielle, et il est également interdit de tirer des balles en l'air », a-t-il déclaré dans un communiqué publié sur Telegram.

HTC annonce la chute du gouvernement Assad

Dans un communiqué séparé, le groupe armé HTC, qui s'est autoproclamé Conseil national de transition syrien, a annoncé le renversement du gouvernement Assad. Il s'est en outre engagé à « préserver l'unité et la souveraineté du territoire syrien, […] à protéger tous les citoyens et leurs biens, quelle que soit leur affiliation » et à « parvenir à une réconciliation nationale globale ».

La télévision d'État syrienne a diffusé une déclaration vidéo d'un groupe armé affirmant que le président Assad avait été renversé et que tous les prisonniers avaient été libérés. « La ville de Damas a été libérée », a déclaré un membre du groupe armé qui a lu la déclaration. « Tous les prisonniers ont été libérés de la prison de Damas. Nous souhaitons à tous nos combattants et citoyens de préserver et d'entretenir les biens de l'État syrien. Vive la Syrie. »

« Le transfert du pouvoir se fera en coopération avec l'ONU »

Le chef de la Coalition nationale syrienne, Hadi al-Bahra, a également annoncé la chute du gouvernement syrien, en déclarant : « La situation est sûre et il n'y a pas de place pour la vengeance ou les représailles. »

« Les institutions gouvernementales reprendront leurs activités dans les deux jours » et le « transfert du pouvoir se fera en coopération avec les Nations Unies », a-t-il déclaré à Al-Arabiya.

Mohammad al-Bachir a annoncé ce mardi dans une déclaration télévisée avoir été nommé Premier ministre chargé des affaires courantes d'un gouvernement de transition jusqu'au 1er mars 2025 en Syrie. Al-Bachir était le chef du soi-disant « Gouvernement du salut » du groupe HTC (Hayat Tahrir al-Cham) dans son bastion du nord-ouest de la Syrie.

Al-Bachir, qui a également occupé par le passé le poste de directeur des affaires démographiques au sein du « Gouvernement de salut de la Syrie » dans la province d'Idlib, est désormais confronté à la tâche complexe de diriger un gouvernement dans un environnement instable. Washington et Londres envisagent de retirer le HTC de leur liste des organisations terroristes.

Al-Bachir a également été, pendant deux ans et demi, le directeur des départements religieux au ministère des Œuvres pieuses et de l'Orientation islamique du Gouvernement de salut syrien. Les groupes d'opposition armés, tels que Hayat Tahrir al-Cham, ont établi ce gouvernement en 2017, en parallèle avec l'administration officielle de Damas.

PressTV 08 Décembre 2024

Après l'Afghanistan, la Syrie ? Al-Qaïda serait devenue une organisation caritative et inclusive, sacrés journalistes

Par Patrice Gibertie

Le système se félicite de la victoire des islamistes en Syrie. Et après ils pleurent hypocritement les femmes afghanes et iraniennes (bientôt syriennes). Le chef de ceux qui viennent de renverser Bachar fut un compagnon de route de l'attentat au bataclan et le gouvernement français le soutien.

L'assassin de Samuel Paty, Abdullakh Anzorov, était en contact avec HTS, le groupe djihadiste d'Al Jolani, qui vient de prendre le pouvoir en Syrie sous les applaudissements du gouvernement français.

La presse oligarchique se réjouit du renversement d'Assad et de la prise du pouvoir par les islamistes d'Al-Qaïda ! Je dois avoir des hallucinations parce que j'entends des guignols glousser grassement à ce qu'Al-Qaïda vienne de prendre le contrôle de la Syrie… Le nouveau chef en question tel que décrit par les ricains eux-mêmes il y a sept ans.

Réseau International
9 Décembre 2024



Des combattants d'Al-Qaïda célèbrent leur victoire en Syrie

Un mot bizarre

Par Cauvin Paul

Le président français Emmanuel Macron traite les dirigeants haïtiens d'aujourd'hui de « Con »Mais moi Haïtien natif-natal parlant les deux langues officiels du pays à savoir le « Créole » et le « Français », je ne connais pas la signification du mot « Con ».

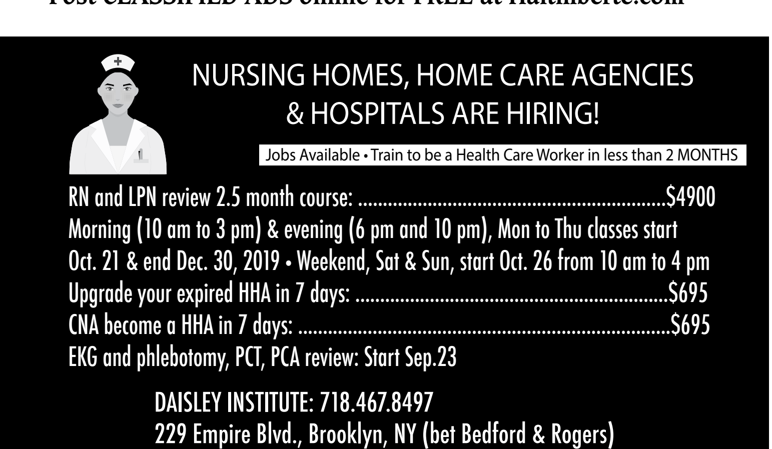
Mais ce que je sais

Le mot « Con » rime avec Macron !

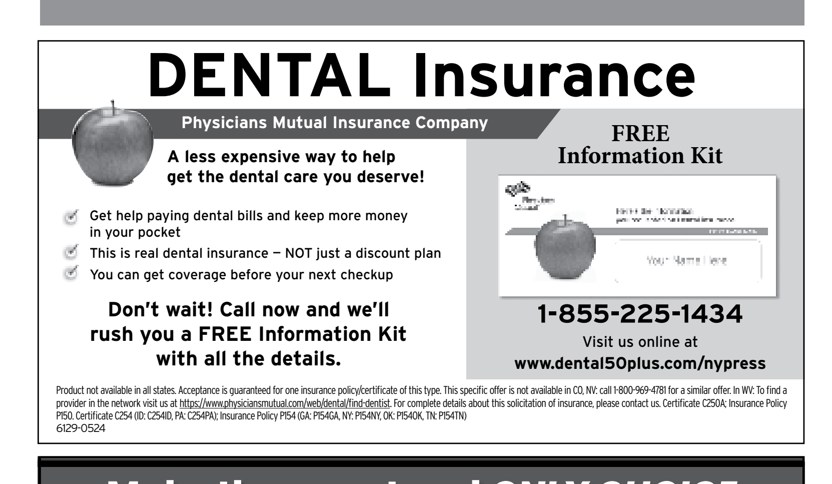
Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.



Be prepared before the next power outage.



It's not just a generator. It's a power move.™

Receive a free 5-year warranty with qualifying purchase* - valued at $535.

Call 877-516-1160 to schedule your free quote!

*Terms and Conditions apply.

GENERAC

Save on Windows & Doors!

Buy One, Get One 40% OFF AND Take an Extra $200 OFF YOUR ENTIRE PURCHASE

NO Money Down, NO Monthly Payments, NO Interest for 12 months

Minimum purchase of 4 – interest accrues from the date of purchase but is waived if paid in full within 12 months.

Call by January 31 to schedule your FREE consultation.

888-610-7738



HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

Syrie : nouvelle victoire pour la stratégie du chaos

Par Bruno GUIGUE



Avec le soutien massif d'un pays-membre de l'OTAN, la Turquie d'Erdogan, qui rêve depuis longtemps d'annexer le Nord de la Syrie, les mercenaires takfiristes ont pris le pouvoir à Damas, et l'État syrien s'est effondré comme un château de cartes. On s'étonne de cette soudaineté. Mais une économie en ruine, génératrice d'une corruption généralisée, une armée saignée à blanc par la guerre, une légitimité minée par l'impuissance du gouvernement face aux intrusions étrangères, sans parler de l'usure du pouvoir, tout a contribué à cet effondrement.

Face à une armée turco-takfiriste lourdement équipée et composée de mercenaires arabes, ouzbeks et ouïghours mieux payés que les officiers de l'armée syrienne, les digues ont cédé, et Bachar Al-Assad a préféré éviter un bain de sang inutile en se retirant du jeu.

La conquête de Damas par le dernier avatar frelaté d'Al-Qaida est le résultat d'un très long travail de sape : il aura fallu treize années de guerre ininterrompue et de sanctions mortifères infligées au peuple syrien par ses ennemis occidentaux pour liquider le régime fondé par Hafiz Al-Assad il y a plus de soixante ans. La victoire des takfiristes de HTS, ces proches parents des assassins du Bataclan, a été saluée par les applaudissements enthousiastes de Tel Aviv et des capitales occidentales. Ces mêmes milices ont d'ailleurs chaleureusement remercié Israël pour son aide précieuse. Dans la foulée, l'armée sioniste vient de s'emparer de la totalité du Golan, et son aviation détruit systématiquement les infrastructures militaires syriennes.

Depuis des décennies, la Syrie était le pivot de l'axe de la résistance face à l'invasion sioniste et à la domination impérialiste. Son engagement en faveur de la nation arabe et de la cause palestinienne lui a surtout valu des ennuis. Elle était isolée dans la région, où seuls la résistance palestinienne, le Hezbollah, les Houthis, et bien sûr l'Iran n'ont pas plié le genou devant l'ennemi. Au sein de la Ligue arabe, rares sont les pays, comme l'Algérie, à avoir eu le courage d'affronter les vents dominants en provenance de Washington. Aujourd'hui, la Syrie souveraine, ce « cœur battant du nationalisme arabe » dont parlait Nasser, est vaincue, et nul ne sait ce qu'elle deviendra à l'issue de ces événements dramatiques. Un scénario à la libyenne est tout à fait plausible, puisque le pays est déjà morcelé et occupé par des puissances étrangères qui utilisent leurs « proxies » pour se tailler un fief territorial, faisant fi du droit international dont ils se réclament hypocritement en d'autres occasions.

Au total, cette victoire du mercenariat takfiriste piloté par Ankara avec la complicité de Washington et Tel Aviv est une défaite cuisante non seulement pour l'axe de la résistance, mais pour le monde arabe dans son ensemble. Les Palestiniens seront les premiers à en faire les frais. Avec la coupure des voies d'approvisionnement du Hezbollah depuis l'Iran, cette nouvelle donne laisse l'organisation chiite dans l'incertitude. Tel Aviv pourrait en profiter pour pousser son avantage au Sud-Liban et laver l'affront de son échec sur le terrain depuis deux mois. Si la résistance libanaise subissait le sort de la Syrie, le mouvement national palestinien serait privé de son dernier allié dans la proche région. En saluant la prise de Damas par les takfiristes, le Hamas s'est tiré une balle dans le pied.

Au-delà de l'enjeu palestinien, le plan américano-sioniste visant à la décomposition du Moyen-Orient par la stratégie du chaos, opportunément relancé par Ankara, se déroule de manière implacable. Ni la Russie ni la Chine n'y pourront rien. Trop loin, trop occupées à assumer les conséquences de la menace impérialiste à leurs propres frontières terrestres ou maritimes. Si le monde arabe ne se ressaisit pas, il continuera de subir le joug. Aucun sauveur suprême ne volera à son secours. Ceux qui disent que la Russie a laissé tomber la Syrie n'ont qu'à aller se battre dans le Donbass. Ceux qui disent que la Chine n'a rien fait peuvent toujours aller défier la flotte américaine dans le détroit de Taïwan. Quant à ceux qui prétendent défendre la cause palestinienne tout en se réjouissant de la victoire takfiriste en Syrie, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont laissé leur cerveau au vestiaire.

Le Grand Soir
10 décembre 2024



REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just $20/month. For more information, call 1-844-919-1682

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069.









Vous pouvez rayer
les soins de santé
à 0 $ de votre liste.

Bénéficiez d'une couverture
dès aujourd'hui.

metroplus.org

Plusieurs régimes de prestations à 0 $ sont disponibles, en fonction de l'admissibilité.

Metro Plus Health

MKT 24.056f MetroPlus Health Plan, Inc.

nystate ofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Rendez-vous sur www.nystateofhealth.ny.gov ou appelez le 1.855.355.5777 pour en savoir plus.

LES **SOUSCRIPTIONS SONT OUVERTES**
TROUVEZ LE PLAN D'ASSURANCE SANTÉ
QUI VOUS CORRESPOND

Grâce à de nouvelles réductions des coûts dès 2025, vous pourriez économiser encore plus sur vos frais médicaux.

SOUSCRIVEZ DÈS AUJOURD'HUI

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

nystateofhealth.ny.gov

1-(855) 355-5777